



DSPACE

<https://dspace.org/>

**Analyse politologique du discours du 1er juillet au
Burundi 1962- 1993**

NYONGERA, Eddy-Claude

2012-03

UB, Faculté des lettres et sciences humaines

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/929>

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES :

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

**ANALYSE POLITOLOGIQUE DU DISCOURS DU 1^{er}
JUILLET AU BURUNDI 1962- 1993**

Par

Eddy-Claude NYONGERA

Sous la Direction de :

Pr. Albert NIBIMENYA

Mémoire présenté et soutenu
Publiquement en vue de l'obtention
du grade de licencié en Histoire
Option : Science Politique

Bujumbura, Mars 2012

DEDICACE

A Mes parents qui, les premiers m'ont montré le chemin de l'école,

A vous tous chers frères, sœurs et amis pour tous vos encouragements et accompagnements,

A toutes les victimes de la conquête de l'indépendance et de la mauvaise gestion de ses acquis,

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Au moment où ce travail atteint sa forme définitive, nous aimerions saisir cette opportunité et tourner notre regard et notre réflexion vers ceux qui ont contribué à le mener à terme.

Nos actes de remerciement et de reconnaissance vont particulièrement au Professeur Albert NIBIMENYA qui a bien accepté de diriger ce mémoire. C'est grâce à sa science, à ses conseils avisés, à sa disponibilité et sa parfaite compréhension que nous devons son heureuse issue.

Nous devons une grande reconnaissance également à tous les éducateurs, du foyer familial à l'U.B., en passant par les Ecoles Primaire et Secondaire, pour toute la formation tant morale qu'intellectuelle qu'ils nous ont inculquée.

Nos hommages vont aussi à ma famille : Parents, frères et sœurs qui n'ont rien ménagé pour que nous soyons ce que nous sommes. Que l'aboutissement de ce travail soit considéré comme le fruit de son œuvre et la raison de notre fierté.

Enfin, nos chaleureux remerciements vont à nos amis et collègues et à toutes les personnes dont le soutien, l'encouragement et l'assistance tant moraux que matériels ont contribué à la réalisation du présent mémoire. L'appui et l'affection dont ils nous ont témoigné nous ont été d'un très grand réconfort.

Qu'ils trouvent ici l'expérience de notre profonde gratitude.

Eddy- Claude NYONGERA

SIGLES ET ABREVIATIONS

CMSN : Comité Militaire pour le Salut National.

CRS : Conseil Révolutionnaire pour le Salut.

Et al : et alii : (et d'autres)

FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

FRODEBU : Front pour le Démocratie au Burundi

Ibidem : Même auteur, même ouvrage

Idem : Identique.

JNR : Jeunesse Nationaliste des Etudiants Barundi.

JRR : Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore.

LGDJ : Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

Mjr : Major

ONU : Organisation des Nations Unies.

Op.cit : opere citato (ouvrage déjà cité).

P : Page.

PALIPEHUTU : Parti pour la Libération du Peuple Hutu.

PP : De telle page à telle page.

Pr : Professeur.

PUF : Presses Universitaires de France.

S/dir : Sous la Direction.

S.E. Son Excellence.

T : Tome

U.B. Université du Burundi.

UFB : Union des Femmes Burundaises.

UNBA : Union Nationaliste Rwagasore.

UPRONA : Union pour le Progrès National.

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

USA: United States of America.

Vol. : Volume.

TABLES DES MATIERES

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENT.....	ii
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iii
TABLE DES MATIERES.....	iv
0. INTRODUCTION GENERALE.....	1
1. Présentation et motivation du choix du sujet.....	2
2. Problématique.....	2
3. Articulation et délimitation du sujet.....	3
4. Méthodologie et sources.....	5
CHAP I : CADRE SOCIO HISTORIQUE ET THEORIQUE DE L'INDEPENDANCE.....	6
A. ELUCIDATION DES CONCEPTS CLES.....	6
1. Colonisation.....	7
2. Indépendance.....	8
3. Liberté.....	9
4. Souveraineté.....	11
B. CADRE DE REFERENCE SOCIO-HISTORIQUE DE L'AVENEMENT DE L'INDEPENDANCE AU BURUNDI.....	11
1. La période précoloniale.....	12
2. La période coloniale.....	13
3. Vers le déclin de la colonisation et l'émergence des idéologies indépendantistes.....	14
C. DE L'ANALYSE DES FONCTIONNELLE DU DISCOURS POLITIQUE...16	
1. Le discours politique comme moyen de communication entre gouvernants et gouvernés.....	17
2. Le discours politique comme moyen d'éducation et d'intégration sociale.....	19
3. Le discours politique comme moyen de légitimation du pouvoir.....	20

CHAP II : CONTENU ET SIGNIFICATION DES DISCOURS DE COMMÉMORATION DE L'INDEPENDANCE AU BURUNDI.....	22
A. SENS DE L'INDEPENDANCE D'APRES LES DIRIGEANTS POLITIQUES.....	24
1. Bref aperçu sur les discours des dirigeants politiques africains.....	24
2. Contenu des discours des dirigeants politiques burundais.....	26
B. ESSAI D'INTERPRETATION DES DISCOURS.....	35
1. L'attaque entre la colonisation.....	35
2. La signification du concept de l'indépendance par les valeurs et les programmes.	37
4. L'appel à la coopération avec les autres Etats.....	43
C. LES FONDEMENTS POLITIQUES DE L'ASSISE DE L'INDEPENDANCE.....	44
1. Le monopartisme.....	44
2. L'unité nationale sous le régime républicain.....	48
3. Le nouveau multipartisme et l'avènement de la démocratie.....	53
C. LES EFFETS INERNES ET INTERNATIONAUX DE L'ACQUISITION DE L'INDEPENDANCE.....	56
1. Soulagement moral, politique et économique.....	56
2. Indépendance et les relations internationales.....	57
CHAPITRE III : L'INDEPENDANCE, UNE VISION CONTROVERSEE OU DECALAGE ENTRE LES ETANTES DE LA POPULATION ET LE DISCOURS.....	59
A . CONTEXTE ET GENESE SOCIO –HISTORIQUE DU BURUNDI POST – INDEPENDANT.....	60
a. Le rôle de l'Idéologie coloniale et la question de l'Identité nationale.....	61
b. La crise des valeurs.....	62
c. La question de la crise Rwandaise de 1959.....	65
d. L'ethnisme et la conquête du pouvoir.....	66

e. La mort de Rwagasore et la radicalisation des tensions.....	67
B : LES LIMITES ET LES ELEMENTS DE NEGATION DE L'INDEPENDANCE	68
1 Le problème des Elites de la post –colonie.....	68
2. Le problème ethnique et la paix.....	69
3 L'indépendance, le développement économique et la coopération avec les Etats.....	71
4 Le problème d'unité nationale après l'indépendance.....	72
CONCLUSION GENERALE.....	75
BIBLIOGRAPHIE.....	79
ANNEXE.....	82

0. INTRODUCTION GENERALE

Le premier jour du mois de Juillet de chaque année, le Burundi, fête l'anniversaire de son indépendance. Il l'a recouvrée en 1962 après une longue période de colonisation. A cette date, le drapeau du Royaume de Belgique a été descendu tandis que celui du Burundi a été hissé. Cet événement signifiait pour les Burundais la fin de la domination étrangère, la liberté, le respect des droits individuels, leur bien-être.

De ce fait, il était donc de leur devoir de veiller à ce que cette indépendance soit une réalité, de façon que chacun, où qu'il soit, puisse la connaître, la comprendre et en jouir. C'était une occasion pour chacun d'affirmer son attachement à la vision exprimée dans l'indépendance.

Cependant, il est aujourd'hui difficile d'imaginer le changement fondamental que l'indépendance a représenté lorsqu'elle a été acquise il y a une cinquantaine d'années.

Le monde post-colonial burundais a été marqué par de graves et cycliques instabilités socio-politiques, des divisions sociales laissées par le colonialisme, etc., qui ont entraîné la remise en cause de l'idéal recherché dans l'indépendance.

En intitulant notre travail : « **ANALYSE POLITOLOGIQUE DU DISCOURS DU 1^{er} JUILLET AU BURUNDI** », nous avons voulu étudier la force qu'incarne le mot « indépendance » et montrer que les discours politiques sur cette dernière révèlent le parcours idéologique de chaque acteur et permettent d'entretenir des revendications futures prioritaires.

Notre souci n'est pas de chercher les causes et les conséquences de la colonisation et d'étudier les processus qui ont conduit à l'indépendance mais il sera question d'une confrontation de sens attribués au mot « indépendance » par les esprits des uns et des autres. A cet effet, nous pouvons nous demander si le terme « indépendance » a des usages différents ou plutôt simplement quelles sont en termes d'effets de sens les implications subjectives que ce concept charrie dans les discours politiques ?

En deuxième lieu, nous nous efforcerons de comprendre et de déceler les effets attendus par la société burundaise, les valeurs politiques, sociales, économiques, etc. auxquels elles se sont rattachées. La question nous dirige vers l'analyse des objectifs affichés et de leur réalisation, vers les effets qui ne sont pas forcément conformes aux buts et vers les résultats effectifs.

1. Présentation et motivation du choix du sujet

Le thème que nous nous proposons d'étudier dans le cadre de notre travail est l'« *ANALYSE POLITOLOGIQUE DU DISCOURS DU 1^{er} JUILLET AU BURUNDI* ».

L'objectif de ce sujet est de découvrir comment cette date de chaque année au Burundi depuis 1962, c'est-à-dire le jour de la proclamation de son accession à l'indépendance, a pu contribuer au façonnement des attitudes, des savoirs et des comportements des Burundais. Il tient sans doute aux interrogations cruciales que suscitent les paradoxes des attitudes et comportements des Burundais face à l'idéal toujours recherché.

La motivation de ce sujet est donc d'un double aspect : d'une part, il s'agit d'étudier les valeurs morales du discours c'est-à-dire d'en donner une image fonctionnelle et qualitative. D'autre part, il s'agit de dépasser le schéma idéalisant de l'indépendance du Burundi et de faire une analyse sur les attentes et comportements de la population face au discours prononcé.

2. Problématique

L'étude du discours sur l'indépendance au Burundi est d'une importance capitale. Bon nombre de pays au monde ont connu le phénomène de « colonisation –décolonisation » mais l'issue nous paraît incertaine d'autant plus que ces derniers constituent le théâtre d'une grande instabilité socio - politique.

Dans leurs préoccupations, les peuples colonisés affirmaient que leur bien-être résulterait de l'émancipation et de la gestion par eux-mêmes des affaires de l'Etat. S'il est vrai que la domination coloniale et ses pratiques ont marqué l'histoire du Burundi, laissant même des plaies profondes, il n'en est pas moins vrai que l'indépendance a été un simple remplacement par la dictature autochtone. La situation socio – politique et même économique n'a pour autant guère cessé de s'empirer au fur des années.

Le problème de notre travail se résume donc en une question : « Quelle est l'influence du discours politique du 1^{er} Juillet au Burundi face aux attentes et aux comportements des Burundais ? »

On cherchera dans un premier temps à montrer comment le discours traduit tout ce que les mots simples sont incapables d'exprimer. En deuxième lieu, notre analyse cherchera à savoir ce qui est derrière les paroles, sur quoi elles se penchent, les tenants et les aboutissants.

3. Articulation et délimitation du sujet

Notre travail est conçu en trois chapitres : Le premier chapitre traite de l'aspect général et théorique du discours sur l'indépendance dans le cadre d'une analyse politologique. Dans ce chapitre nous allons aborder le cadre socio – historique et théorique de l'avènement de l'Indépendance au Burundi, appréhender les valeurs morales contenues dans le mot « indépendance » et faire une analyse des fonctions du discours. Il s'intitule : « **CADRE SOCIO HISTORIQUE ET THEORIQUE DE L'INDEPENDANCE AU BURUNDI.** »

Le deuxième chapitre est intitulé :

« **CONTENU ET SIGNIFICATION DES DISCOURS DE COMMEMORATION DE L'INDEPENDANCE AU BURUNDI** »

Ce chapitre nous permettra de dresser une liste de quelques discours politiques prononcés par certaines grandes personnalités, à dégager les principaux thèmes et à analyser leurs contenus par rapport aux valeurs morales dégagées dans le concept

« indépendance ». On pourra également montrer différents mécanismes adoptés par les régimes qui se sont succédé pour préserver et consolider cette indépendance. Enfin, on pourra montrer que l'indépendance au Burundi a ses effets tant au niveau interne qu'au niveau international.

Le troisième chapitre est intitulé : **« L'INDEPENDANCE, UNE VISION CONTROVERSEE OU DECALAGE ENTRE LES ATTENTES DE LA POPULATION ET LE DISCOURS »**

Dans ce chapitre nous allons décrire la situation socio –historique du Burundi post indépendant et analyser l'évolution politico –économique de 1962 à 1993 puisque les structures de l'Etat ont eu du mal à fonctionner. Nous allons aussi montrer les limites et les éléments de négations de l'indépendance et démontrer enfin que les relations de sens de l'émetteur et les faits accusent un net décalage sur le terrain.

Notre travail est délimité en deux ordres :

Au niveau spatial, il se limitera sur le Burundi et au niveau temporel, il part de 1962 à 1993. La borne inférieure c'est-à-dire 1962 correspond au jour de la proclamation de l'indépendance. La borne supérieure quant à elle correspond au moment où le pays sortait d'une phase politique monopartite pour entrer dans une autre phase de démocratie pluraliste. A partir de cette date, le pays a connu une grave crise institutionnelle qu'il était très difficile de découvrir les vrais acteurs politiques.

4. Méthodologie et sources

Au cours de notre travail, l'analyse du contenu apparaît au centre de notre thème : Elle cherche à savoir ce qui est derrière les paroles. C'est pourquoi, nous allons faire appel à la méthode cybernétique qui nous aidera à décrire les relations entre le système politique et son environnement ou du moins entre les gouvernants et les gouvernés. On pourra comprendre si la communication politique a été bien faite et la satisfaction des besoins réalisée.

En ce qui concerne les sources, nous allons recourir principalement à la documentation écrite. Nous allons consulter les ouvrages généraux, les thèses et mémoires ainsi que les journaux et rapports pour la réalisation de notre étude.

CHAP I : CADRE SOCIO HISTORIQUE ET THEORIQUE DE L'INDEPENDANCE

INTRODUCTION

L'étude de l'indépendance au Burundi s'inscrit dans le cadre non seulement du développement qui rompt avec la colonisation mais aussi celui de l'analyse de l'évolution de la vie sociale et organisationnelle de la société burundaise traditionnelle, de la période coloniale et du Burundi post –indépendant.

Après avoir passé en revue les quelques définitions des concepts clés nous allons aborder le déclin du paradigme de colonisation et l'émergence des idéologies indépendantistes afin d'élargir nos domaines d'analyse pour mettre à jour des situations paradoxales et des effets pervers politico-sociaux auxquels peuvent conduire les dits paradigmes.

Enfin, nous allons appréhender le « discours » tel qu'il possède un rôle, des fonctions à remplir tant à l'égard de l'émetteur que du récepteur.

A. ELUCIDATION DES CONCEPTS CLES

La définition des concepts clés est très importante dans la mesure où elle nous permet de mieux nous situer dans notre travail. C'est à propos de cela que Lancine SYLLA nous dit : « Même si le problème est déjà identifié, nous ne pouvons le traiter correctement qu'à la condition de nous munir d'une méthode très nette et de définir autant que possible, les concepts fondamentaux qui nous serviront d'instrument de recherche »¹.

En nous inspirant de la démarche de Lancine, nous allons aborder les concepts tels que « colonisation » et « indépendance ». Il est donc plus aisé de les définir

¹ SYLLA, Lancine, *Tribalisme et Parti Unique en Afrique noire*, Paris , PFNSP, 1977, p22

étant donné qu'ils contiennent une charge émotive et idéologique pour éviter toute confusion et toute interprétation passionnelle.

Ainsi, ces définitions varient selon le choix personnel et le dessein poursuivi par chaque auteur.

1. Colonisation

Plusieurs ouvrages et auteurs ont essayé de donner des définitions à ce concepts. Ainsi selon le Nouveau Larousse Encyclopédique : « Colonisation » c'est l'action de coloniser et « coloniser » c'est transformer un pays en une colonie ou peupler de colons. La même source nous donne une définition du mot « colonie » comme étant « un territoire occupé et administré par une nation étrangère, et dont il dépend sur les plans politique, économique, culturel, etc. »².

Le dictionnaire universel francophone lui aussi offre une définition semblable : « coloniser » c'est organiser un territoire en colonie, y établir des colons ; c'est envahir un territoire pour en faire une colonie, et cette dernière comme : territoire étranger à la nation qui l'administre et l'entretient dans un rapport de dépendance politique, économique et culturel »³.

A analyser de près, les significations apportées par ces deux manuels ne présentent pas de nette différence. Le mot « coloniser » renvoie toujours à un pays transformé en « colonie » et cette dernière à un territoire occupé par une nation étrangère et dont il dépend au niveau politique, économique, culturel etc.

Cependant, ces définitions ne sont pas à elles seules satisfaisantes. Selon Georges Burdeaux : « La «colonisation n'est pas seulement domination, elle est utilisation du milieu colonisé pour réaliser les fins du colonisateur.»⁴

Et à BONTE et IZARD de le compléter : le mot « colonisation » ne renvoie pas seulement aux différentes formes d'expansion d'une puissance impériale hors de

² Nouveau Larousse Encyclopédique (Dictionnaire en 2 Volumes) Paris, Larousse, 2001, Vol1, p354

³ Dictionnaire Universel Francophone, Paris, Hachette, 1997,p 270.

⁴ BURDEAU (G), *Traité de Science Politique : La révolté des colonisés*. Paris, Economica, TX, 3^{ème} édition, 1986, p60.

son domaine mais aussi aux modalités d'installations de « colons » dans les régions généralement peu peuplées mais de bonne vocation agricole ou à matières premières non exploitées.⁵

Dans tous les cas, la puissance coloniale asseoit sa domination sur l'exercice des pouvoirs économique, politique et culturel, sur la détention de la force et la reconnaissance internationale. De fait, la colonie se trouve aux mains d'une minorité étrangère, originaire de la métropole, dont la politique de ségrégation tout comme l'œuvre culturelle trouve leur fondement dans un sentiment de supériorité à l'égard des peuples colonisés.

De ce fait, BONTE ET IZARD nous disent encore : « Les projets coloniaux européens ne sont jamais fondés que sur de purs rapports de force, quelles qu'aient pu être les fictions juridiques utilisées pour imposer un pouvoir extérieur aux populations soumises. Etaient ainsi légitimés à priori : l'exploitation de ressources au bénéfice principal si non exclusif du pays colonisateur, l'absence de droit politique aux indigènes, l'utilisation discrétionnaire d'une main d'œuvre disponible, le droit que se reconnaissent les colonisateurs à spolier, à déplacer, tuer les autochtones, également, de manière concomitante à les évangéliser, les assimiler linguistiquement et culturellement : la colonisation n'est jamais exclusive d'une intention « civilisatrice » relevant d'une exigence censée être « morale »⁶

Ainsi si la colonisation a présenté le côté négatif et le côté positif, le colonisateur a pris d'abord le dessus sur les autochtones, privé ensuite leurs droits et imposé son autorité.

2. Indépendance

La notion d'indépendance que nous nous proposons d'étudier renvoie ici à la décolonisation, à l'émancipation des pays colonisés. Selon le Dictionnaire Universel Francophone : « l'indépendance c'est le statut international d'un Etat

⁵ BONTE (P) et IZARD (M), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'Anthropologie*, Paris, PUF, 1991, p162

⁶ Ibidem, p162

dont la souveraineté est reconnue par les autres Etats »⁷ et la décolonisation étant « un processus par lequel un peuple accède à l'indépendance , cesse de dépendre politiquement de l'Etat qui l'avait colonisé »⁸.

Les deux termes « indépendance et décolonisation » visent une même orientation. Il s'agit de la libération d'un peuple ou d'un Etat sous le joug d'un autre Etat et ce dernier recouvrant une souveraineté reconnue au niveau international.

Enfin, le nouveau Larousse Encyclopédique nous livre deux autres définitions : « Décoloniser c'est accorder l'indépendance à une colonie , la faire accéder au statut d'Etat »⁹. Quant à l'indépendance, c'est l'autonomie politique, la souveraineté nationale »¹⁰. Comme on le voit, la notion d'indépendance appelle d'autres notions ; il est donc plus aisé d'en entourer telles « souveraineté et liberté pour être mieux comprise dans la situation qui nous est sienne.

3. Liberté

Selon DEBBASCH et PONTIER : « La liberté est comprise comme un moyen de s'affirmer à l'égard de certaines contraintes, d'être indépendant à leur égard. C'est la liberté que cherche (...) cette interprétation que l'on peut donner à une explosion populaire exprimant une revendication longtemps contenue »¹¹.

La liberté suppose donc ici libération. Cependant, la notion de liberté présente deux significations bien qu'il y ait nécessairement un lien étroit entre les deux. Le même auteur poursuit en disant : « La liberté c'est donc la liberté que l'on peut qualifier de métaphysique, les libertés sont les libertés civiles ou politiques. Si l'on

⁷ Dictionnaire Universel Francophone, op.cit, p650

⁸ Ibidem ,p354

⁹ Nouveau Larousse Encyclopédique, op.cit , p347

¹⁰ Ibidem, p791.

¹¹ DEBBASCH (c) et PONTIER (J.M), *Introduction à la politique*, Paris, Dalloz, 3^{ème} édition, 1991, p164.

peut faire un raccourci aussi contestable, on dira que les libertés sont la liberté incurvée dans les institutions. »¹²

Dans cette perspective, toutes les libertés présentent donc des aspects politiques même lorsqu'il ne s'agit pas de libertés politiques au sens strict et présente également le point commun avec la liberté dans le sens où cette dernière trouve son expression à travers les revendications politiques.

L'auteur conçoit également que liberté et droit sont intimement liés. Pour lui : « La notion de droit précède donc la notion de libertés. Il ne peut y avoir de libertés s'il n'y a pas de droits »¹³.

Et c'est ici qu'il rejoint l'idée de Friedrich HEGEL qui reconnaît quatre libertés correspondant à quatre droits¹⁴ :

- La liberté dans l'Etat ou liberté positive qui implique que l'Etat reste maître de sa destinée c'est-à-dire que les individus participent à la vie publique. Elle suppose donc un processus de constitutionnalisation de l'Etat c'est-à-dire un processus qui établit des liens étroits entre les individus et les pouvoirs publics : c'est le droit public.
- La liberté de l'Etat : elle concerne les rapports qu'entretiennent les Etats entre eux. Il implique qu'un Etat puisse être maître de sa destinée et assurant son indépendance à l'égard des autres puissances. C'est le droit international public.
- La liberté vis-à-vis de l'Etat : c'est la liberté négative et correspond au droit pour les individus de jouir d'une sphère privée libre de toute action des pouvoirs publics. C'est le droit privé.
- Le droit absolu de l'Etat–guide signifie que chaque Etat a le droit de conduire sa politique extérieure.

¹² Ibidem , p164

¹³ Ibidem, p165.

¹⁴ HEGEL Friedrich cité par NIMUBONA Julien dans le Cours des Institutions et Doctrines Politiques . Histoire, Science Politique, 2^{ème} Licence, Année Académique 2007-2008

Comme on peut le constater ici, l'indépendance ne peut être effective que si elle est accompagnée des droits et libertés des citoyens tant à l'intérieur de l'Etat qu'à l'extérieur, assurés par le même Etat.

Dans le même ordre d'idée et pour clore, MUNTUNUTWIWE nous éclaire le rôle de l'Etat à propos des droits des citoyens : « Le rôle de l'Etat est de protéger les individus contre les abus provenant de lui –même, de l'administration et des particuliers par des lois fixes et connues de tous. Ainsi, l'Etat intervient pour imposer sa législation. C'est surtout elle qui organise la garantie des droits et assure pratiquement aux citoyens la jouissance de tel ou tel d'entre eux.»¹⁵

4. Souveraineté

La souveraineté est la caractéristique essentielle d'un Etat indépendant. Cela signifie que l'Etat ne peut reconnaître au dessus de lui aucun pouvoir supérieur ou concurrent. Dans cette perspective, est donc souveraine l'autorité qui n'est soumise à aucune autre autorité ni dans l'ordre interne, ni dans l'ordre international.

En somme, l'indépendance est le statut d'un Etat qui connaît sa souveraineté nationale et internationale et capable d'assurer les droits et libertés de ses citoyens afin qu'ils puissent en jouir pleinement.

B. CADRE DE REFERENCE SOCIO–HISTORIQUE DE L'AVENEMENT DE L'INDEPENDANCE AU BURUNDI.

L'objectif de ce point n'est pas de montrer les causes et les conséquences de la colonisation, comment elle s'est déroulée mais d'expliquer que l'histoire sert de leçon soit pour s'inscrire dans la continuité, soit pour en effacer les traces. A ce propos, DEBBESCH et PONTIER nous disent ceci : « L'histoire est la mémoire des peuples. Elle est un miroir qui renvoie aux peuples une certaine image d'eux –

¹⁵ MUNTUNUTWIWE (J.S.), « L'Etat et les droits de l'homme cas de la République Sud –Africaine », Mémoire , Bujumbura, UB, FLSH, p12

mêmes»¹⁶. Et ils ajoutent encore : « L’histoire comprise comme référence est réactualisée à travers les commémorations. Commémorer c’est à la fois se souvenir, se recueillir ou fêter, éventuellement communier à un événement et espérer pour l’avenir»¹⁷.

C’est pourquoi nous avons jugé utile de revoir les périodes précoloniales et coloniales pour montrer que l’indépendance n’a pas été le fruit du hasard et que des efforts ont été fournis pour y aboutir.

1. La période précoloniale

Avant l’arrivée des colonisateurs, le Burundi était un pays organisé et doté d’une structure administrative de type moderne avec des pouvoirs bien séparés.

Joseph GAHAMA le montre : « Le Burundi était un des pays interlacustres les plus puissants et les plus grands, habité par une population dense parlant la même langue, ayant la même culture et consciente d’appartenir à une nation dirigée par le même Mwami.»¹⁸

C’était le roi qui était à la tête du royaume et qui était le garant de tous les pouvoirs. Il était aidé dans ses diverses tâches par d’autres institutions hiérarchisées.

Emile MWOROHA quant à lui dit : « Vers la fin du XIX^e Siècle , le Burundi a atteint une sorte d’apogée. Le système politique mis en place également à l’expansion territoriale réalisée par NTARE RUGAMBA fonctionna durant un demi-siècle sous le règne de son successeur avant de se heurter à des contradictions »¹⁹.

Le Burundi était en effet un territoire peuplé de paysans avec des relations remarquables d’interpénétration de ses différentes composantes de sa population.

¹⁶ DEBBASH (C) et PONTIER , op.cit, p12.

¹⁷ Ibidem, p13.

¹⁸ GAHAMA (J) , Histoire du Burundi des origines à l’Indépendance, Bujumbura, UB, 1990, p19

¹⁹ MWOROHA (E) , dir. Histoire du Burundi, des origines à la fin du XIX^e S , Paris , Hatier , 1987, p209

2. La période coloniale.

Jusqu'à l'époque moderne, le monde a connu diverses formes de colonisations. Mais c'est au 16^{ème} Siècle, époques de grandes découvertes que sont nées les premières entreprises de colonisation à grande échelle, organisées par des Etats européens et fondées sur des objectifs non seulement économiques mais aussi politiques et religieux. Le Burundi a connu cette colonisation de 1896 à 1962. C'était une politique bâtie sur le principe d'inégalité des races blanches et des races noires dites primitives. Les colonisateurs à leur arrivée, leur morale était fondée sur les principes d'exploration, d'évangélisation et de civilisation.

A cette idée Henri GRIMAL nous suggère : « A la vérité, jusqu'à la seconde guerre mondiale, les Européens dans leur majorité ne considéraient pas l'avenir des colonies mais le présent. Ils étaient encore animés par la joie des conquêtes de l'expansionnisme, par le sentiment de supériorité que leur donnait le prestige de leur civilisation et de leur développement économique.»²⁰

La colonisation a été donc un élément indispensable à la prospérité de l'Europe. Ainsi, les pays occidentaux envoyaient des gens pour explorer les matières premières favorables à leurs industries et les terrains pour l'occupation ultérieure. Quant aux missionnaires, ils ont fortement influencé la colonisation par le phénomène d'évangélisation tout en opposant la chrétienté aux religions des indigènes.

On le voit, la colonisation avait des objectifs masqués tandis que l'ambition des colonisateurs était beaucoup plus tournée vers leurs intérêts propres. Mais on ne peut pas dire que le bilan de la colonisation présente des aspects simplement négatifs : que ce soit sous le régime colonial allemand, que ce soit sous le régime colonial belge beaucoup de choses furent réalisées dans tous les domaines.

En définitive, la colonisation au Burundi a présenté deux facettes même si leur rapport a été inégal et établi sur des bases de l'infériorité de l'un des partenaires.

²⁰ GRIMAL (H) , *La colonisation , 1919 -1963*, Paris, Armand Colin, 1965, p6.

Nous lisons dans le Nouveau Larousse Encyclopédique que « la colonisation dont l'œuvre humanitaire et culturelle est aujourd'hui controversée, a laissé de graves séquelles aux Etats devenus indépendants »²¹.

C'est pourquoi nous disons en somme qu'il incombait et incombe toujours à ces Etats de revisiter leur passé et sauvegarder l'indépendance qu'ils ont obtenue après des luttes acharnées pour cette fin.

3. Vers le déclin de la colonisation et l'émergence des idéologies indépendantistes.

a) Le déclin de la colonisation

Au XIX^{ème} Siècle, depuis plusieurs années de domination coloniale par les Européens, voit le jour l'éclatement des territoires conquis pour revendiquer leur autonomie. Ainsi, plusieurs raisons expliquent l'effondrement des empires coloniaux et l'accès à l'indépendance des pays colonisés : l'affaiblissement des métropoles dû au choc des deux guerres mondiales et la lutte pour l'Indépendance.

En effet, les pays européens sont sortis ruinés de la guerre. Les métropoles n'ont plus les moyens d'entretenir leurs colonies et ne peuvent que maintenir difficilement l'entreprise sur elles. A voir ces problèmes, l'opinion publique des métropoles a elle-même évolué très rapidement en faveur de la décolonisation.

b) La lutte pour l'indépendance.

La lutte pour l'indépendance a été due principalement à l'impact de l'exploitation coloniale et opérée par trois grands auteurs : les mouvements nationalistes, l'opinion internationale ainsi que les autorités morales.

²¹ Nouveau Larousse Encyclopédique, op.cit, p355.

i) Les mouvements nationalistes.

Ils ont été créés sous l'initiative des leaders politiques autochtones. Ces derniers ont senti vivement l'exploitation de leurs pays et ce sentiment a donc suscité une hostilité de plus en plus grande, poussant la population à la résistance. Les leaders politiques prêchaient le nationalisme qui renforcent l'idéal révolutionnaire. Ainsi, les peuples coloniaux accédant à la conscience politique nationaliste, se retournent-ils contre le colonisateur.

ii) L'opinion internationale

- L'organisation des Nations Unies est l'institution internationale qui a condamné la première la colonisation dans son principe du « Droit des peuples à disposer d'eux –mêmes ». L'ONU a été la tribune internationale de soutien à la décolonisation.
- Les deux superpuissances l'URSS et les USA ont beaucoup soutenu toutes les deux la décolonisation et les peuples colonisés ont profité de l'antagonisme entre le bloc capitaliste et le bloc communiste en bénéficiant de leur soutien.
- Enfin, la conférence afro-asiatique de Bandoeng a plaidé en faveur de l'émancipation des peuples encore colonisés et condamné fermement le colonialisme.

iii) Les autorités morales n'ont pas elles tardé à condamner la colonisation.

On peut noter ici le rôle des Eglises qui annonçaient le respect strict de la parole de Dieu contenue dans l'Évangile.

En somme, si la lutte a suivi une évolution inévitable, le chemin d'accès à l'indépendance n'a pas été unique. Certains pays l'ont recouvrée par la force tandis que d'autres par négociation.

Au Burundi comme ailleurs l'acquisition de l'indépendance n'a pas été chose facile. Le combat de décolonisation a été fortement mené par le Prince Louis

RWAGASORE. C'était un leader déterminé pour « faire entrer le Burundi dans le concert des nations libres »²². Il était doté de qualités morales et politiques sans égal. Il a été même acharnement combattu par le pouvoir colonial jusqu'à être assassiné le 13 octobre 1961 avant l'acquisition effective de l'indépendance le 01 Juillet 1962.

Avec cet aperçu socio-historique tiré des réalités nationales et internationales, nous pensons avoir succinctement décrit l'évolution des questions de l'indépendance. Les discours que nous aurons à analyser sont profondément marqués par ce passé historique de notre pays ; et nous allons, après avoir attribué quelques fonctions à ces derniers, vérifier réellement la signification du mot « indépendance » d'après les locuteurs dirigeants et ses effets induits sur le monde récepteur.

C. DE L'ANALYSE DES FONCTIONS DU DISCOURS POLITIQUE.

Les discours que nous nous proposons d'analyser sont d'ordre politique. Mais avant d'en étudier le contenu, qu'est ce que le discours politique ?

Jean Paul BRONKART le définit comme : « ayant pour but d'intervenir dans un débat sur un problème d'actualité en vue de convaincre un groupe précis de personnes d'une certaine position politique. »²³

En effet, le discours politique joue un grand rôle dans la dynamisation des masses avides d'informations et sont influençables et susceptibles de réactions. La voix humaine est force et renforce considérablement l'argumentation. Le discours politique est l'un des moyens d'expression les plus utilisés puisqu'il contient un ensemble d'idées, de sentiments et de représentations que les autres moyens d'expression n'ont pas. C'est pourquoi nous avons essayé d'en attribuer quelques

²² MUKARABE (P.C) , « La notion d'Indépendance à travers les discours de commémoration de la fête de l'Indépendance au Burundi », Bujumbura, U.B., Mémoire , 1995, p12

²³ BRONCKART (JP) et al, Le fonctionnement des discours : un modèle psychologique et une méthode d'analyse, Paris , Delachaux et Niestlé, 1985, p102.

fonctions en vue de nous en servir en les appliquant dans le monde social et politique. Nous avons donc abordé trois fonctions essentielles.

1. Le discours politique comme moyen de communication entre gouvernants et gouvernés.

La fonction de communication politique est essentielle dans la vie politique. Elle renvoie à un système d'échanges et de débats entre les gouvernants et les gouvernés car la communication ne se réduit pas seulement à la transmission de l'information mais se rattache également à la persuasion.

Ainsi, BRONKART nous montre le double but fonctionnel –communicatif du discours politique correspondant à quatre fonctions²⁴.

- Informer : transmettre au destinataire des connaissances, des impressions ou toute autre forme d'information.
- Clarifier un problème : sert à aider le destinataire à découvrir des relations, à suivre un mode d'argumentation, à dénouer un écheveau narratif, en un mot, à comprendre un événement ou un discours.
- Activer : faire agir l'interlocuteur dans une direction plus ou moins précise.
- Créer un contact : ouvrir et /ou maintenir un espace d'interaction avec un destinataire.

Le même auteur a ensuite défini quatre paramètres de l'interaction sociale²⁵

- Le lieu social : Zone de coopération dans laquelle se déroule l'activité langagière.
- Le destinataire : cible de l'activité langagière, ou encore le « public » auquel elle est adressée
- L'énonciateur : insistance sociale d'où émanent les conduites verbales.

²⁴ Ibidem, p34.

²⁵ Ibidem, pp 31-32

- Le but : l'effet spécifique que l'activité langagière est censé produire sur le destinataire. Il est en quelque sorte un projet de modification du destinataire dans une direction donnée.

On le voit, le discours politique a son rôle d'informer les citoyens des décisions et des intentions du pouvoir politique. L'énonciateur a donc pour objectif de convaincre le public comme les citoyens du bien fondé et de la décision prise par les pouvoirs public et pour les persuader que la politique décidée en haut lieu est la meilleure possible ou la moins mauvaise selon les circonstances.

GURVITCH (G) nous offre lui aussi une autre définition : « la communication n'est possible que pour autant que son contenu verbal, son expression sont porteurs d'une signification également partagée par les sujets locuteurs »²⁶

Le discours politique est alors appréhendé comme un lien qui s'établit entre les gouvernants et les gouvernés. Il est un facteur par excellence de la coopération et de la compréhension entre eux.

A partir de cette fonction communicative du discours, Richard ARCAND et Nicole BOURBEAU ont développé trois autres fonctions²⁷:

- La fonction informative oriente la communication vers ce dont l'émetteur parle. Elle englobe les informations objectives que véhicule le message.
- La fonction émotive affiche la présence de l'émetteur et manifeste son attitude à l'égard de la situation ou du contenu de son message.
- La fonction incitative : tout ce qui vise à produire une impression sur le récepteur, à modifier son comportement, à changer son attitude.

A analyser les définitions apportées par tous ces auteurs, on constate que le rôle du discours politique en matière de communication est le même. L'homme politique vise à transmettre des informations ou des décisions politiques à la masse de la population, l'incite à partager la même vision et les mêmes opinions afin d'aboutir à une compréhension réciproque et à une harmonie sociale et politique entre les dirigeants et les dirigés.

²⁶ GURVITCH (G) dir, *Traité de Sociologie*, Paris , PUF, 1968, TII, p256.

²⁷ ARCAND (R) et BOURBEAU (N) , *La communication efficace* , Bruxelles, De Boeck Université , 1998, p34.

2. Le discours politique comme moyen d'éducation et d'intégration sociale.

Le champ des rôles du discours politique ne se limite pas seulement à livrer des informations, il est également orienté vers l'éducation aux valeurs morales et à l'intégration sociale.

Lorsque l'homme politique prononce son discours, il vulgarise un ensemble commun de normes, de valeurs et de symboles de telle sorte qu'une identification se produise, d'un côté entre les gouvernants et les gouvernés et d'un autre côté entre l'individu et le groupe. Il éveille la conscience du peuple qui se sente intégré au sein de la société entière. C'est alors par ici que nous nous approprions l'idée de Claver NGENDAKURIYO quand il dit que c'est « le rapprochement des individus les uns des autres dans la mesure où ils participent aux mêmes attentes et s'égalisent dans l'anéantissement des différences sociales »²⁸.

Ainsi donc, le discours politique rassemble tous les citoyens en une seule unité où se propagent les émotions collectives. En empruntant donc ce chemin, on aboutit à un phénomène de socialisation. Que signifie alors « socialisation » ? Selon Marc JAYAT : « La notion de socialisation décrit les relations qui existent entre l'individu et la société dans laquelle il vit : le terme désigne le processus psycho –social par lequel un individu va apprendre les normes et valeurs de la société, va élaborer ses schémas d'actions nécessaires à ses interactions sociales quotidiennes »²⁹.

On le voit, le terme de socialisation renvoie à un processus d'assimilation des individus aux groupes sociaux et aboutit à l'homogénéisation des croyances et des comportements. Tous les individus se reconnaissent d'une même identité qui est le cadre de la solidarité sur les autres solidarités. Et Emile MWOROHA de dire :

²⁸ NGENDAKURIYO (C) , « Analyse du discours politique sur la démocratie au Burundi : de l'injonction exogène à l'appropriation endogène » , Mémoire , U.B. FLSH, 2002, p24.

²⁹ JAYAT (M) , *Introduction à la Sociologie*, Paris , Hachette, 2000, p60

« La parole en Afrique est force et a valeur : elle est un facteur d'intégration et de désintégration sociale »³⁰.

Enfin et pour clore, le discours politique a une fonction d'éducation de la masse des citoyens qui se manifeste par l'action de formation de l'opinion publique et de la culture politique.

3. Le discours politique comme moyen de légitimation du pouvoir.

Dans ce point, nous voulons montrer quelques considérations sur la manière dont on peut légitimer le pouvoir par le discours politique. On l'a déjà dit, ce dernier participe à la formation de la culture politique et de l'opinion publique et de ce fait à la légitimation du pouvoir étant donné que les citoyens ne sont plus écartés du pouvoir.

Par légitimation, Maurice DIVERGER s'exprime :

« Sont considérés comme légitimes un régime, une institution, un gouvernement, une procédure qui sont tenus par tels par le système de valeurs établi dans la société considérée »³¹

En menant une étude sur le discours politique, nous nous situons dans un système de valeurs dont nous ne pouvons nous passer de par l'influence qu'elles exercent dans cette démarche de légitimation. Il existe en effet des valeurs sur lesquelles la société est bâtie. Ces dernières provoquent des comportements humains qui répondent à certaines normes élaborées par la société et transmises de génération en génération.

Ainsi la réalité quotidienne nous montre que ces valeurs sont au service du pouvoir et constituent le plus souvent des mots d'ordre. Les gouvernants en s'appuyant sur ces valeurs se font voir d'une autre façon plus affective à l'égard des citoyens et renforce donc leur légitimité politique. Claver NGENDAKURIYO nous

³⁰ MWOROHA (E), *op.cit*, p189.

³¹ DIVERGER (M) , *Dictature et Légitimité*, Paris, PUF, 1982, p483.

dit encore : « le droit à la parole importe plus que sa production dans la légitimation du pouvoir. Ceci dit qu'il ne suffit pas d'être producteur d'un discours mais plutôt de considérer la valeur morale du détenteur ou de l'orateur.»³²

C'est pourquoi le plus souvent, les discours politique sont prononcés par de hautes autorités. Pour faire passer leur message parlé, ils doivent se faire accepter eux –même avant de faire accepter le message. Le statut social de l'énonciateur accentue donc la responsabilité personnelle et de ce fait sa légitimité. Bref, le discours est une machine pour récupérer des voix en même temps qu'un instrument de conquête et de défense du pouvoir.

³² NGENDAKURIYO (C) , op.cit. p18.

CHAP II : CONTENU ET SIGNIFICATION DES DISCOURS DE COMMEMORATION DE L'INDEPENDANCE AU BURUNDI.

Introduction

La célébration de l'anniversaire de l'indépendance chaque premier jour du mois de Juillet au Burundi n'est pas le fait du hasard. Elle est le reflet de l'histoire. C'est-à-dire que l'on n'apprend pas de l'histoire pour savoir seulement la réalité du passé mais qu'elle sert de leçon et donne des enseignements. DEBBASCH et PONTIER nous disent à ce propos : » L'histoire est dit –on la mémoire des peuples. Elle est un miroir qui renvoie aux peuples une certaine image d'eux – mêmes.»³³

L'histoire implique donc l'introspection et vise l'application des leçons tirées de l'expérience vécue et « doit servir à éviter le renouvellement des erreurs du passé.»³⁴

La commémoration d'un événement, d'une histoire est la meilleure façon de l'actualiser et de le réactualiser. Que signifie « commémorer ? » Selon les mêmes auteurs, « commémorer c'est à la fois se souvenir, se recueillir ou fêter, éventuellement communier à un même événement et espérer pour l'avenir.»³⁵

L'histoire de la colonisation a marqué le monde en général et les Burundais en particulier. C'est pourquoi ils ont eu un goût prononcé pour commémorer la fête de l'indépendance et l'ont célébrée avec beaucoup d'éclat depuis le 1^{er} Juillet 1962, le jour de son acquisition. Ils avaient en mémoire les méfaits de la colonisation et croyaient en un avenir meilleur et plus digne résultant des institutions d'eux – mêmes après le départ du colonisateur. Leur sentiment tire sa source dans la théorie suivante : « L'histoire donne des enseignements sur la façon de gouverner. Les dirigeants se situent dans une perspective historique, ils se réfèrent aux régimes

³³ DEBBASCH (C) et PONTIER (J.M), op.cit, p12.

³⁴ Ibidem, p13.

³⁵ Ibidem, p13

précédents soit pour s'inscrire dans la continuité, soit pour essayer d'en effacer les traces.»³⁶

Les discours de circonstances prononcés par les dirigeants politiques à cette date définissent les programmes visés dans l'indépendance et comportent des mots porteurs de sens et de l'idée générale y contenue. Dans le présent chapitre, nous allons analyser ces significations et les appliquer dans le monde qui est de notre préoccupation étant donné que l'indépendance ne se limite pas à la « libération ». De ce fait, elle est également orientée dans un cadre où elle doit prendre ses assises et prolonger ses racines.

A ce propos, Claver NGENDAKURIYO nous dit : « D'une façon formelle, l'analyse du contenu d'un discours politique n'étudie pas les signifiants pour eux – mêmes mais pour ce qu'ils relèvent de la réalité à laquelle ils renvoient.»³⁷

C'est pourquoi les orateurs burundais, dans leurs discours de commémoration s'employaient à définir et à donner une vision globale et objective du sens de l'indépendance, aboutissant à dresser une image qualitative détaillée des discours proférés chaque 1^{er} Juillet au Burundi.

³⁶ Ibidem , p 13

³⁷ NGENDAKURIYO (C) , op. cit, p11

A. SENS DE L'INDEPENDANCE D'APRES LES DIRIGEANTS POLITIQUES

1. Bref aperçu sur les discours des dirigeants politiques africains

Lorsqu'un orateur parle, il donne un sens à ce qu'il dit. Les dirigeants politiques africains dont nous utilisons les discours éclairent notre travail. Réunis à Addis-Abéba, les dirigeants des pays indépendants africains, du 22 au 25 Mai 1963 ont défini les projets de leur avenir. Nous partons de trois exemples d'illustrations.

a) Fulbert Youlou du CONGO –BRAZZAVILLE

Dans son discours Youlou a démontré trois idées essentielles dans les définitions des projets du sommet.³⁸

- I. L'indépendance de l'Afrique
- II. L'unité de l'Afrique
- III. Le marché commun

b) François TOMBALBAYE du TCHAD

« L'indépendance de cette conférence n'échappe à personne : elle constitue un événement capital de l'histoire de l'Afrique, parce que :

- Unité africaine signifie toutes les forces du continent réunies pour la libération totale du continent.
- Unité africaine signifie encore la mise en commun de toutes nos ressources économiques pour notre bien-être matériel.
- . Unité africaine, c'est également la restitution de toutes nos valeurs morales et culturelles.»³⁹

³⁸ Conférence au sommet des pays Indépendants Africains à Addis –Abéba (Mai 1963), Paris, Présence Africaine, 1964, pp58-64.

c) Habib BOURGUIBA de TUNISIE

Il a émis trois préoccupations essentielles pour les pays déjà indépendants :

- achever la décolonisation du continent
- mobiliser toutes les ressources matérielles et morales pour une lutte efficace contre le sous développement,
- Jeter les bases de l'unité africaine qui se profile naturellement au bout de la perspective d'émancipation politique et économique de l'Afrique.»⁴⁰

Après avoir énoncé ses aspirations au sommet, BOURGUIBA a ensuite défini l'indépendance comme suit : « Il ne serait peut – être pas superflu d'indiquer que, dans notre esprit, la décolonisation implique non seulement la fin de toute forme de domination coloniale, mais aussi l'élimination de toutes les séquelles qui tendent à perpétuer l'influence du colonialisme et à favoriser ses entreprises avouées ou inavouées .[...] car, l'indépendance, première étape de la reconquête de la dignité, rend les peuples maître de leur destin.

A partir de l'indépendance, tout devient possible. Et en particulier l'action méthodique, cohérente et soutenue en vue d'améliorer la condition matérielle et morale des hommes ; ce qui ouvre la voie à la réalisation du 2^{ème} objectif, à savoir : la lutte contre le sous –développement en vue d'assurer la justice et la prospérité [...] L'Indépendance apparaît non plus comme une fin en soi, mais comme la proclamation solennelle d'une aspiration irrésistible des peuples vers le bien –être et le progrès⁴¹ ».

La conférence d'Addis – Abéba en Ethiopie du 22 au 25 Mai 1963 concernait seulement les pays indépendants africains à cette date. Trois points faisaient le dénominateur commun : la libération des pays encore sous le régime colonial, la réalisation de l'unité africaine et la lutte contre le sous –développement. De cela, deux éléments, une fois réalisés, accompliraient la réalité de l'indépendance : la

³⁹ Ibidem , p p227 -228

⁴⁰ Idem, pp233-234

⁴¹ Ibidem, p234.



réalisation de l'unité africaine et la lutte contre le sous –développement. Ceci, dans le but de poursuivre les programmes et les actions pour asseoir l'indépendance.

L'unité africaine impliquait elle aussi deux éléments : la formation des unités nationales c'est-à-dire l'unité dans un ensemble pour mettre en commun leurs efforts au développement du continent sans toutefois aliéner leur souveraineté et leur dignité. Cette « Unité » contribuerait à consolider la paix intérieure des Etats et la coopération internationale.

Quant à la lutte contre le sous –développement, elle constituait un point saillant pour tous les pays nouvellement indépendants car l'économie de ces derniers était pillée et dilapidée pendant le temps de la colonisation.

Le souci des dirigeants politiques était de mobiliser toutes les ressources et les énergies en vue d'élever le niveau matériel des hommes et de relancer les économies nationales.

Car, nous dit Habib BOURGUIBA : « L'indépendance constitue par conséquent un pas décisif vers la dignité qui n'est ainsi acquise que partiellement. Parce que la dignité n'est accessible aux peuples indépendants que lorsqu'ils sont libérés de la faim, de la maladie et de l'ignorance. »⁴²

On le voit, la gestion politique et économique des pays post –indépendants n'est pas le propre du Burundi. Tous les dirigeants politiques essayaient de définir les nouvelles politiques du pays pour préserver les valeurs acquises dans l'indépendance et rompre avec les anciennes structures coloniales.

2. Contenu des discours des dirigeants politiques burundais

Comme les hautes personnalités politiques réunies à Addis –Abéba ont essayé de définir le concept d'indépendance et d'en coller une image, les dirigeants politiques burundais n'ont pas eux non plus tardé à élargir leurs points de vues dans les discours de commémoration. Les discours politiques que nous sommes

⁴² Ibidem, p234

entraînent d'analyser comportent des mots clés et des thèmes qui nous serviront d'éléments de contour et d'interprétation du sens de l'indépendance malgré le fait qu'ils sont produits par des personnalités différentes à des moments différents. Notre devoir ici est de découvrir et de présenter les sens qu'ont donnés différents locuteurs eux-mêmes pour en extraire le sens global du concept. Voici quelques thèmes qui ont été développés.

a. Discours du Prince Louis RWAGASORE le 20/09/1961

Même si le discours de RWAGASORE a été prononcé avant le 1^{er} Juillet 1962, nous avons jugé bon de l'intégrer dans les discours qui portent sur l'indépendance dans la mesure où ce dernier est père fondateur du mouvement de libération et héros national pour cette fin. Il était ainsi maître de la situation et artisan de l'indépendance immédiate. Cependant, les principaux arguments de son discours allaient préparer le terrain.

Les principaux arguments :

- « - Le peuple Murundi vient de se choisir ses dirigeants et de se prononcer sur son avenir
- Vainqueur et perdant sont tous des Burundi, membres de la même famille nationale, enfants d'un même Mwami.
- La victoire électorale d'aujourd'hui n'est pas celle d'un parti, mais le triomphe de l'ordre, de la discipline, de la tranquillité, sans autorité forte, point de progrès.
- C'est aussi le triomphe de la démocratie.
- L'heure est arrivée de se pencher sur les véritables problèmes de la nation ; problèmes économiques surtout problèmes de la terre et de l'émancipation du petit peuple,
- Il faut surtout que les habitants du Burundi se sentent en paix et en sécurité, que personne ne se croit menacé.

- Les militants actifs doivent agrandir le cercle de nos amis, tendre loyalement et cordialement la main aux adversaires d'hier et non étaler de l'orgueil ou de l'insolence.
- Aux voleurs, agresseurs et bandits de tout espèce, nous annonçons une répression énergique et impitoyable.
- Nous lui devons, au contraire, de nous servir de ce pouvoir pour rassurer tous les hommes, augmenter le nombre de nos amis et apaiser les querelles entre Barundi.
- La véritable victoire ne sera atteinte qu'après l'accomplissement d'une tâche difficile mais exaltante, un Burundi paisible, heureux et prospère.
- Nous ouvrons nos bras à tous ceux qui veulent collaborer avec franchise et bonne fois.
- Nous vous (Belges) demandons de nous aider à entreprendre l'avenir avec confiance, de continuer à nous aider avec générosité, à nous guider dans le respect de notre dignité.
- Nous sommes devenus des enfants libres et adultes ».

b. Discours du MWAMI le 1^{er} Juillet 1962

« - Nous célébrons aujourd'hui la fête de l'accession du Burundi à l'indépendance

- Nous nous réjouissons et nous nous réjouirons toujours
- Un stade qui fait aujourd'hui notre joie et notre fierté
- Je veux que tous les Barundi et étrangers qui voudront collaborer avec nous, de se serrer les coudes.
- Afin que dans un effort de travail commun, nous fassions de ce Burundi un pays pacifique, laborieux, économique, prospère et parfaitement heureux.

c. Discours du 1^{er} Ministre André MUHIRWA, le 1^{er} Juillet 1962

« - Ce jour à minuit, tout Murundi a dû se poser cette question : Sommes- nous le premier Juillet 1962 ? Sommes –nous le jour de notre indépendance nationale ?

- Nous sommes indépendants, nous sommes devenus une nation libre.
- Je voudrais exprimer devant vous la joie que je sens en moi.
- L’affirmation de soi, la fierté de se gouverner, l’égalité d’existence sont des gages d’une bonne collaboration.
- Car si le royaume du Burundi fait cette entrée triomphale dans le concert des Nations [...] mais aussi et surtout apporter le passage au monde, dans une collaboration internationale.
- Nous déclarons solennellement au monde que nous désirions collaborer avec tous.
- Nous sommes sûrs que la Belgique sera fière de son œuvre post –coloniale, car une amitié des peuples qui se connaissent tisse une solidarité des points de vue.
- Collaboration aussi avec toutes les nations
- Cinq millions de bras sont capables de beaucoup, surtout que l’unique mobile est la reconstruction et la solidification de son pays.
- Indépendants, vous ne devez pas oublier que tout progrès suppose, en avant vers le progrès dans l’unité nationale.
- Travaillez sans cesse, sans défaillir
- Lutte pour garder intacte notre indépendance
- Que votre union autour de notre vénéré Mwami face de notre prospérité, demeure à jamais ».

d. Discours de Gervais NYANGOMA le 1^{er} Juillet 1963

« - Cette date marque la fin d'une période difficile et trouble et le début d'une nouvelle période d'espoir pour le travail et le rapprochement des hommes

- L'année qui s'achève laisse au pays cette constatation un peu amère mais digne d'attention, que l'indépendance n'est pas une fin en soi mais un moyen mis entre les mains d'un peuple pour améliorer continuellement ses conditions d'existence.
- L'indépendance s'accompagne d'une nouvelle forme de pensée. Celle qui naît de conscience de l'égalité et de la dignité humaine et qui, pour être conséquente doit être guidée par un degré élevé de conscience politique et morale de toute la population.
- L'année qui commence verra se créer un cadre social favorable au développement.
- Si donc, l'indépendance signifie entre autres choses que le nouvel Etat prend en main l'orientation de sa vie.
- Il faudra adapter nos structures à cette indépendance.
- Faire de façon à utiliser le plus rationnellement possible ses ressources propres ainsi que l'aide étrangère.
- On est résolu à lier indissolublement tous les efforts pour la réalisation des espoirs du pays.
- Sur le plan international, tout est vu dans le respect des souverainetés respectives dans l'honneur de celui qui donne et dans l'élévation de celui qui reçoit ».

e. Discours d'Albin NYAMOYA, 1^{er} Juillet 1964

« - Aujourd'hui, l'occasion nous est donnée de revivre l'atmosphère d'il y a deux ans

- Le royaume du Burundi a conquis paisiblement le titre des Nations souveraines.
- La liberté suppose la paix, le travail et le progrès
- Sous ce signe, tous les citoyens ont droit d'utiliser leur capacité intellectuelle, physique et morale
- Le Burundi d'avant la période coloniale a construit son unité, en réalisant un royaume bien organisé grâce à la clairvoyance de ses monarques et des collaborateurs de ceux –ci.
- Le manque de contact avec le monde extérieur a été le grand élément qui distingue cette période [...]. De cette comparaison, son peuple murundi a fait un choix et transforme certaines structures qui , au cours de l'histoire se sont révélées incompatibles avec les réalités du moment.
- L'heure est venue d'organiser le pays sur des bases nouvelles
- Le peuple burundais a très bien choisi, qu'entre la discorde a préféré la paix, l'unité dans le progrès
- Il ne faut pas que cette libération corresponde à une période de néocolonialisme ».

f. Discours du Président MICOMBERO, Le 1^{er} Juillet 1968

« - Il ya six ans aujourd'hui, le peuple Murundi arrachait son indépendance des mains de ceux qui l'avaient asservi, humilié et exploité pendant un demi –siècle.

- Ce noble combat a eu ses combattants glorieux qui [...] ont su rendre au vaillant peuple du Burundi, sa dignité et sa place parmi les nations libres.
- On ne peut pas parler de la journée radieuse et grandiose...
- C'est lui qui a frayé au Burundi la voie de l'unité, de la paix et du progrès.
- C'est lui qui nous a montré le chemin de la voie en nous tirant des ténèbres de l'esclavage.
- C'est lui enfin qui a incarné la conscience nationale, les valeurs de notre civilisation.

- A partir de la date mémorable du 28 novembre 1966, le Burundi s'est engagé résolument sur la voie de l'indépendance qui est celle du progrès et du bonheur.
- A présent, nous avons en mains les leviers de commande de notre destin.
- C'est la dignité nationale recouvrée.
- C'est le peuple Murundi réconcilié avec lui-même, et avec ses dirigeants
- C'est la paix, le progrès et l'unité
- Je m'adresse à chaque citoyen et à tous nos hôtes étrangers pour qu'ils comprennent que l'édification d'un Burundi prospère exige leur part de contribution.
- Nous formons chers frères une grande famille, mobilisée pour les mêmes idéaux, aspirant aux mêmes valeurs.
- Menons la guerre la plus impitoyable contre la pauvreté et le sous développement.
- Clamons ensemble la réussite de la Révolution, la paix et l'unité retrouvées, pour le progrès de notre peuple, indépendance du Burundi et de l'Afrique ».

g. Discours du Président BAGAZA , le 1^{er} Juillet 1987.

- Hari hameze gutya mu 1962 aho uburundi bwiyaga intsinzi bukamanura ibendera rya kavamahanga bukuriza rwacu.
- Uburundi bumaze imyaka 25 bwikukiye
- Buramaze inyaka 25 buramutswa izina ryabwo
- Inyaka 25 buyarwa na makungu kandi aribwo bwitunganiriza ivyabwo.
- Ibanga rya mbere rishinzwe umunyagihugu wese ni ugushigikira umutekano, ni ugushigikira ubumwe bw'abarundi
- Republika ya 2 niyo yaje gutsimbataza iyo ntahe....
- Abarundi bose bamerewe neza mu ngo zabo kandi mu mahoro
- Eka nta numwe atovuga yuko atunganiwe

- Ico twokwemera ko kikiri mu gihugu kandi kibangamiye abatari bake ni ubukene
- Murabona ko atakindi Republika ya 2 yarondera atari uko umurundi wese yumva ko ubu kavantara, umuzungu canke naho yaba umurundi ata numwe agihonyora ku gakanu
- Abo rero bagifise agatima ko kurya benewabo [.....] ni bateshwe bate
- Kukaba nkako nticari igihugu cabo, cari igihugu co gukokora, c'ugukuramwo itunga ibindi bagasesagura
- Amajambere nayo agwanye asasagara mu gihugu cose.

Ce qui signifie:

- C'était comme aujourd'hui en 1992 lorsque le Burundi a chanté sa victoire, descendu le drapeau du colonisateur et hissé le sien
- Il ya 25 ans il a reconquis son nom
- Il ya 25 ans il a recouvré sa place dans la communauté internationale et la responsabilité sur les affaires de la nation sans ingérence extérieure.
- La première tâche de tout peuple est de sauvegarder la sécurité, de sauvegarder l'unité des Burundi.
- C'est la deuxième République qui est venu soutenir cette indépendance.
- Tous les Burundais sont heureux dans leurs familles, dans la paix.
- Oui , tout le monde vit dans la justice.
- Le mal que l'on peut reconnaître et qui reste une entrave pour beaucoup de gens, c'est la pauvreté.
- Vous voyez que la deuxième République n'a aucune autre préoccupation que de faire sentir à tout Burundi que le colonisateur, que se soit le Blanc ou le Burundi , ne peut maltraiter personne.
- Que tous ceux qui ont le sentiment d'exploiter leurs frères cessent.
- D'ailleurs, ce n'était pas leur propre pays, c'était pour exploiter sa richesse et dilapider le reste
- Et le développement continue à se répandre dans tout le pays.

h. Discours du Président BUYOYA, le 1^{er} Juillet 1991

- Nous sommes encore une fois rassemblés en ces lieux pour célébrer dans la joie, le 29^{ème} anniversaire de notre indépendance.
- C'est en effet en cette date inoubliable du 1^{er} Juillet 1962 que le Burundi a recouvré de haute lutte sa souveraineté.
- Tout le peuple burundais qui fête dans l'allégresse sa victoire
- Les couleurs nationales flottent sur le territoire et même à l'extérieur.
- Depuis 29 ans, le peuple burundais a recouvré sa dignité
- Il a recouvré sa responsabilité sur les affaires de la nation
- Il a recouvré sa place dans la communauté internationale
- L'indépendance a manqué la fin de la subjugation et de l'exploitation caractéristique de l'administration coloniale.
- Avec l'indépendance, les Burundais ont recouvré l'autodétermination
- Le peuple burundais gère les affaires de la nation dans la justice, à la recherche du développement.
- Ils ont remporté la victoire parce qu'ils étaient unis
- Le peuple burundais a accédé à son indépendance parce qu'il était uni, parce qu'il vivait l'unité, parce qu'il avait refusé d'emprunter la voie de la division
- L'unité est menacée, l'indépendance est mise en cause
- Si le peuple burundais venait à perdre son unité l'indépendance de notre pays perdrait ses racines
- Si l'unité est consolidée, l'indépendance le sera
- Des pays caractérisés par la division et le désordre ont su faire appel aux étrangers pour rétablir l'ordre, régler les problèmes internes, habiller et nourrir les citoyens
- Dans des circonstances, qu'est ce qui reste de l'indépendance et de la dignité d'un peuple ?

- Nous avons remporté la victoire de l'indépendance le 1^{er} Juillet 1962. Nous venons de remporter le 5 Février 1991 une victoire dans la consolidation de l'Unité, nous devons aussi remporter celle de la démocratie.
- Nous lançons un appel à tous les Burundais De lutter pour la démocratie responsable : celle qui renforce l'indépendance et l'unité nationale ainsi que celle qui assure le développement
- C'est aussi l'occasion pour nous de réfléchir aux voies à suivre pour aboutir à d'autres victoires dans la paix et la sécurité, dans l'unité et l'entente
- Comme nous avons gagné l'indépendance dans l'unité et la paix
- C'est dans l'unité, dans la concorde et dans la paix que nous devons asseoir la démocratie véritable.

B. ESSAI D'INTERPRETATION DES DISCOURS

Les discours sont analysés autour des définitions de l'indépendance. Tous les éléments qui ont trait à ses aspects seront mis en évidence. Notre démarche est conçue en trois moments :

- L'attaque contre la colonisation
- La signification du concept d'indépendance par les valeurs et les programmes
- L'appel à la coopération avec les autres Etats

1. L'attaque contre la colonisation

Le thème qui nous intéresse chaque premier jour du mois de Juillet, il s'agit de la souveraineté ou de l'autonomie du pays qui allait déterminer le destin du peuple burundais. C'est pourquoi, dans les premiers moments du discours, les locuteurs présentent des arguments qui attestent les méfaits de la colonisation. Etant libérés du joug colonial, ils poussent de profonds soupirs et expriment des

sentiments de joie. Nous trouvons les exemples chez André MUHIRWA quand il dit : « Ce jour à minuit, tout Murundi a dû se poser cette question : Sommes –nous le premier Juillet ? Sommes –nous aujourd’hui le jour de notre indépendance nationale ? Je ne saurais le croire, je ne saurais m’en convaincre »⁴³

Gervais NYANGOMA s’exprime également : « Cette date marque la fin d’une période difficile et trouble et le début d’une nouvelle période d’espoir pour le travail et le rapprochement des individus »⁴⁴

Quant à MICOMBERO, il dit : « Il y a six ans aujourd’hui, le peuple Murundi arrachait son indépendance des mains de ceux qui l’avaient asservi, humilié et exploité pendant un demi –siècle »⁴⁵

Enfin, Pierre BUYOYA a dit : « Tout le peuple burundais fête dans l’allégresse sa victoire [...]. L’indépendance a marqué la fin de la subjugation et de l’exploitation caractéristique de l’administration coloniale »⁴⁶.

Dans la description sociale, économique et politique du Burundi colonial, les dirigeants politiques faisaient valoir l’ampleur des ressentiments contre le colonialisme. Concrètement, au regard de cette phase, on se rend compte que la période coloniale était caractérisée par l’injustice, la soumission, etc. Elle était conçue comme porteuse de tous les maux qui véhiculaient les idées d’asservissement et de domination étrangère.

Finalement, c’était une période sombre, une ère de troubles et de coercition pour les Burundais. De cela, l’indépendance venait au secours et ouvrait une autre période : l’ère de bonheur, de développement, etc. Son intervention en faveur du peuple opprimé devenait une urgence et l’autodétermination restait une nécessité.

⁴³ Annexe, discours d’André MUHIRWA

⁴⁴ Annexe, discours de Gervais NYANGOMA

⁴⁵ Annexe, discours de Michel MICOMBERO

⁴⁶ Annexe, discours du Président Pierre BUYOYA .

2. La signification du concept de l'indépendance par les valeurs et les programmes.

En analysant ces discours, nous avons voulu chercher leur concordance ou leur discordance en ce qui concerne le sens de l'indépendance. Et force est de constater qu'ils contiennent une nette ressemblance par leurs objectifs et leurs significations.

En effet, tous ces discours concordent sur les mots que les dirigeants politiques employaient le plus souvent. Ces mots sont plus importants du fait qu'ils se comportent comme des valeurs positives de la société et des programmes pour les dirigeants politiques. Ainsi toute société a des valeurs sur lesquelles elle est bâtie et provoquent des comportements humains qui constituent des mots d'ordre.

a. Des contours du concept d'indépendance

Dans les différents discours de commémoration de la fête de l'indépendance, nous remarquons des mots qui sont très fréquents et qui se livrent à la revalorisation de la société burundaise. Ce sont des mots comme : souveraineté, autonomie, liberté, démocratie. Celles-ci sont conçues comme des valeurs positives ; le mot « valeur » ayant été définie par Rudolf REZSOHAZY comme suit : « On entend donc par valeur tout ce que les acteurs apprécient, estiment, désirent, recommandent, proposent comme idéal.»⁴⁷

L'emploi de ces mots renforcent l'idéologie « Des droits des peuples à disposer d'eux –mêmes » et fondent l'idée générale contenue dans le mot « indépendance ». Ils expriment le peuple burundais qui prend en mains l'orientation de sa vie et de toutes les affaires du pays, car il sera libre de toute action du pouvoir colonial.

⁴⁷ REZSOHAZY (R) , *Pour comprendre l'action et le changement politique* , Paris, DUCULOT, 1996, p 233

Les dirigeants politiques burundais utilisent ces mots pour démontrer les méfaits de la colonisation. Cette dernière ayant servi de référence comme une ère de coercition et le colonialisme comme forme de gouvernement humiliant qui véhicule des idées de domination étrangère, d'oppression et d'asservissement ; l'indépendance est sentie comme forme de gouvernement honorant le peuple qui véhicule des valeurs de justice politique et sociale où la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens. Elle se présente comme une ère d'espoir et de participation populaire aux affaires de leur nation.

b. Le thème de l'Unité :La nation burundaise et l'unité nationale

Avec la décolonisation, le Burundi indépendant devient également un Etat nation. Il s'agit là d'une rencontre d'une forme d'organisation politique (Etat) et d'une communauté de conscience (Nation). Mais, avant d'approfondir le thème, qu'est ce que le nationalisme ? Quelle a été son influence sur l'unité nationale ?

i) Définition du nationalisme

Dans leur ouvrage « Introduction à la politique », DEBBASCH (C) et PONTIER (J.M) nous offrent la définition suivante : « Le nationalisme résulte de la réunion de plusieurs éléments : le premier est le sentiment d'appartenance à une nation, l'adhésion à celle-ci »⁴⁸. Ils ajoutent : « Il ne suffit pas pour que l'on puisse parler de nationalisme. Il faut aussi la volonté de faire passer la Nation avant d'autres considérations (ethniques, religieuses) ; Le nationalisme est l'affirmation de la prééminence de la Nation comme cadre de la solidarité sur les autres solidarités.»⁴⁹

Le nationalisme visé ici renvoie au dépassement de toute différence, de toute distinction et de toute sorte d'appartenance que ce soit et ne se soumettre pour tous

⁴⁸ DEBBASCH (C) et PONTIER (J.M) , op.cit, p64

⁴⁹ Ibidem, p64

les individus, pour toute la communauté à une même nation. C'est un nationalisme intégrateur et éducateur. L'idée est que tout le monde doit faire allégeance à un même Etat, développer le même sentiment de vivre ensemble sous son toit et participer à la valorisation du fait national.

Georges BURDEAU complète cette définition : « La racine du nationalisme, c'est précisément cette identification de l'individu à la collectivité à laquelle il appartient, identification si totale qu'elle transporte à l'échelle de l'ensemble des croyances ou des émotions qui, normalement, ne sont que le propre de la personne individuelle »⁵⁰.

ii) Le nationalisme burundais et l'unité nationale à la veille de l'indépendance.

Au Burundi comme dans plusieurs pays qui ont connu la colonisation, le nationalisme a résulté du souci d'union pour la constitution d'une force vers l'émancipation. La priorité pour les peuples colonisés était de recouvrer l'indépendance, de maintenir l'intégrité de la souveraineté et d'affirmer un Etat – nation libre et uni. Il était d'une importance grandiose et d'un aspect extrêmement positif. BURDEAU Georges nous dit à ce propos :

« Il est superflu de souligner l'importance de ce sentiment national puisque sans lui, l'Etat n'aurait pu se constituer et que, à son défaut, il ne saurait subsister longtemps. C'est qu'en effet, le sentiment national constitue une force de cohésion dont aucune discipline ne peut pleinement pallier l'absence. Il n'est pas seulement un facteur de « Consensus » dont le pouvoir a besoin pour se maintenir, il est aussi quotidiennement à l'origine des comportements spontanés grâce auxquels l'ordre social règne sans que les hommes en ressentent la contrainte »⁵¹.

Le nationalisme burundais a résulté d'une simple manifestation de la solidarité fraternelle parmi les habitants d'ascendance burundaise. L'irruption et

⁵⁰ DURDEAU (G), *Traité de Science Politique* , T III, IV, Paris, LGDJ, 1982, p 146

⁵¹ Ibidem , p146

l'imposition de la culture étrangère supposée « dominante » qui avait compromis la conscience de la société burundaise suscitait le désir de réactualiser des aspects déterminés de la culture burundaise. Après ce cheminement, s'imposera ensuite dans une nation indépendante, la nécessité de changer les structures sociales, de s'assurer la maîtrise des moyens de production pour améliorer le sort des peuples.

Or, le pays des années 1960 souffrait d'un problème ethnique et de ce fait l'unité nationale sentait une menace. C'est que le sentiment national se voyait brisé et le nationalisme remis en cause.

iii) Conception de l'unité par les orateurs dans leurs discours.

Les politiciens dans leurs discours en insistant sur le mot « unité » sentaient le besoin de rappeler qu'elle est une valeur traditionnelle léguée par nos ancêtres qu'il fallait préserver et entretenir puisqu'elle avait été déchirée par le colonisateur.

Nous trouvons dans le discours de RWAGASORE : « Les militants actifs doivent agrandir le cercle de nos amis »⁵².

Pierre NGENDANDUMWE a dit à propos : « Les cœurs de tous les Burundais doivent battre à l'unisson »⁵³.

Enfin, Albin NYAMOYA a déclaré : « Le Burundi d'avant la période coloniale a construit son unité ...grâce à la clairvoyance de ses monarques »⁵⁴

Si l'histoire démontre des situations incessantes de conflits qui ont pesé sur l'unité nationale, les politiciens burundais avaient le désir de juguler toute tendance divisionniste. Longtemps unis derrière le Mwami, les Burundais devaient maintenir et entretenir cette unité acquise dans l'indépendance, réalité enracinée dans la tradition. En évoquant ces expressions, les Burundais étaient nostalgiques du nationalisme et de l'Unité du Burundi précolonial.

⁵² Annexe, discours du Prince Louis RWAGASORE

⁵³ Annexe, discours de Albin NYAMOYA

⁵⁴ Annexe, discours de Pierre NGENDANUMWE

C. Le thème de la paix

Avec l'indépendance, le pays allait conquérir la paix. Mais celle –ci pour être effective s'entourait d'autres notions tels que l'ordre, la tranquillité et la sécurité supposés toujours menacés par la colonisation. Le gouvernement indépendant était déterminé pour assurer la stabilité du pays et la tranquillité des esprits brisés.

RWAGASORE dans son discours du 20/09/1961 a dit : « La victoire électorale d'aujourd'hui n'est pas celle d'un parti, mais le triomphe de l'ordre ,de la discipline , de la tranquillité, sans autorité forte, point de progrès [...] il faut surtout que les habitants du Burundi se sentent en paix et en sécurité, que personne ne se croit menacée. »⁵⁵

André MUHIRWA dit à propos : « indépendants, vous ne devez pas oublier que tout progrès suppose ordre et tranquillité.»⁵⁶

Enfin le Président BAGAZA a dit : « Ibanga rya mbere rishinzwe umunyagihugu wese ni ugushigikira umutekona, ni ugushigikira ubumwe bw'abarundi.»⁵⁷

Si l'unité nationale était une condition première à la manifestation de l'Indépendance, la paix, la sécurité, la tranquillité et l'ordre devenaient une garantie à sa consolidation. En l'absence de ceux –ci régneraient le désordre, l'insécurité qui sont des anti–valeurs et qui mineraient le développement du pays. Ils sont donc un moyen et une fin pour juguler toute tendance à la haine et à la suspicion.

d. Le thème de développement

Le développement dont on parle ici renvoie au progrès économique. Au temps de la colonisation, l'économie du pays était caractérisée par une exploitation

⁵⁵ Annexe, discours du Prince RWAGASORE

⁵⁶ Annexe, discours d'André MUHIRWA

⁵⁷ Annexe, discours de Jean Baptise BAGAZA

et un pillage perpétrés par le colonisateur. Désormais, les autochtones devenus ainsi indépendants prenaient en mains toutes les destinées du pays et assistaient au progrès matériel. Le pays ne sera plus pillé et exploité mais au contraire devra progresser.

Selon Alain TOURAINE: « développement n'est pas la cause, il est la conséquence de la démocratie »⁵⁸.

En analysant l'idée de cet auteur, on constate que, étant donné que la démocratie n'est pas possible dans un pays sous domination étrangère, le développement est aussi impossible. C'est-à-dire que la politique et l'économie sont indissociables. C'est pourquoi nos dirigeants du pays post-indépendants considéraient le volet économique d'améliorer les conditions matérielles du peuple pour asseoir l'indépendance.

Le Prince Louis RWAGASORE nous dit encore :

« L'heure est arrivée de se pencher sur les véritables problèmes de la Nation, problèmes économiques surtout, problèmes de la terre et de l'émancipation du petit peuple, problèmes d'enseignement. »⁵⁹

MICOMBERO quant à lui a dit : « Menons la guerre la plus impitoyable contre la pauvreté et le sous développement. »⁶⁰

BAGAZA lui a dit : Ico twokwemera ko kikiru mu gihugu kandi kibangamiye abatari bake ni ubukene. »⁶¹

Enfin, le Président BUYOYA a dit : « C'est grâce à l'indépendance que le peuple burundais gère les affaires de la Nation dans la justice, à la recherche du développement de tous sans exclusion. »⁶²

Au cours de leurs allocutions, les orateurs n'oubliaient pas de mettre l'accent sur le volet économique du fait que l'économie est le pilier d'une indépendance

⁵⁸ TOURAINE (A) cité par MUKARABE (P.C.), *op.cit*, p59

⁵⁹ Annexe, discours de RWAGASORE

⁶⁰ Annexe, discours de MICOMBERO

⁶¹ Annexe, discours de BAGAZA

⁶² Annexe, discours de BUYOYA

véritable et effective. Car, si cette dernière n'étant pas soutenue par une économie forte, la dépendance la guetterait et la conduirait à sa ruine.

3. L'appel à la coopération avec les autres Etats

Avec l'accession du Burundi à l'indépendance, on a vu naître une autre phase : « l'entrée du pays dans le « concert des Nation libres ». Ceci dit que la décolonisation ne signifiait simplement pas en finir avec la colonisation, période trouble et humiliante mais l'élargissement du nombre d'amis à l'extérieur du pays c'est-à-dire la coopération internationale. Devenu ainsi souverain avec une mainmise sur les affaires nationales, le pays s'ouvrait à l'extérieur pour chercher d'autres partenaires. L'indépendance signifiait entre autre une entraide internationale qui suppose la collaboration des Etats souverains faite des actions conjointes. Etant donné que le Burundi était encore un Etat jeune, il sentait un besoin urgent de soutien.

RWAGASORE disait à ce propos aux Belges : « Nous vous demandons de nous aider à entreprendre l'avenir avec confiance, de continuer à nous aider avec générosité, à nous guider dans le respect de notre dignité, de nos intérêts et de notre propre conception de l'intérêt national.»⁶³

Quant au Mwami dans son discours du 1 Juillet 1962, il disait : « Je veux que tous les Burundais et étrangers qui voudront collaborer avec nous, de se serrer les coudes »⁶⁴.

MUHIRWA disait également : « Collaboration aussi avec toutes les Nations qui respecteront notre intégrité et la liberté de nos idéaux, soucieux que nous sommes de ne pas aliéner notre indépendance à ce désir de collaboration s'adresse plus spécialement à tous nos voisins avec lesquels nous voulons nouer, des rapports toujours fraternels dans la solidarité africaine.»⁶⁵

⁶³ Annexe, discours de RWAGASORE

⁶⁴ Annexe, discours de MUHIRWA André

⁶⁵ Annexe , discours du MWAMI, MWAMBUTSA

Enfin, NYANGOMA a déclaré : « Tandis que sur le plan international, tout est vu dans le respect des souverainetés respectives dans l'honneur de celui qui donne et dans l'élévation de celui qui reçoit »⁶⁶

Le Burundi, par son indépendance entraient dans le monde des Etats souverains qui concrétisaient des relations qui les unissaient par des pactes égalitaires. La coopération internationale supposait de ce fait des relations mutuelles et réciproques.

Pour conclure, nous pouvons reprendre cette phrase de WALLERSTEIN (Immanuel) : « La véritable fin du nationalisme, ce n'était pas l'indépendance. Elle représentait seulement, comme nous l'avons vu, un moyen entre plusieurs d'accéder au but réel : l'égalité. »⁶⁷

C. LES FONDEMENTS POLITIQUES DE L'ASSISE DE L'INDEPENDANCE

Après l'acquisition de l'indépendance, l'attachement à l'ethnie des Burundais restait une menace pour asseoir celle -ci. Le pluripartisme paraissait le premier à canaliser les divergences politiques et l'opinion. La solution première pour endiguer ce fléau sera de mettre en place un seul parti pour préserver l'unité du pays dans sa totalité.

1. Le monopartisme

Au moment de l'accession à l'indépendance, la plupart des Etats africains dont le Burundi ont une vie politique animée par plusieurs partis. Puis, peu d'années après naissent des conceptions contre le multipartisme et ont conduit à l'adoption du monopartisme. Au Burundi, ce fut le Parti UPRONA qui fut érigé en

⁶⁶ Annexe, discours de Gervais NYANGOMA

⁶⁷ WALLERSTEIN (I) *L'Afrique et l'Indépendance*, Paris, Présence Africaine, 1966,p128.

parti unique par Décret –Loi n° 001/34 du 23 Novembre 1966 par NTARE V et les trois régimes républicains s’en serviront.

a) Définition

« Le parti unique est un parti jouissant seul, de fait ou de droit, de la liberté d’action politique au sein de la nation. A lui seul, il monopolise l’expression de la volonté politique nationale. C’est donc un parti monopoliste dans la mesure où il exclut la concurrence d’autres partis rivaux, considérant son idéologie comme une autorité absolue, la vérité officielle de l’Etat.⁶⁸»

b) Fondements du parti unique.

Avec la corruption d’une conscience nationale au sein du pays où le pluralisme politique ne pouvait pas bien jouer, le parti unique devient le creuset où doivent s’effondrer tous les particularismes. Les raisons de l’adoption de ce système sont multiples. Roger Gérard SCHWARTZENBERG avancent trois arguments pour justifier l’établissement du système unanimiste :

- « - Le parti unique apparaît comme un instrument d’intégration nationale, comme le creuset de l’unité nationale [...]
- Le parti unique apparaît encore comme un instrument de modernisation économique qui mobilise toutes les énergies [...]
- Enfin, l’unicité partisane refléterait l’homogénéité sociale.»⁶⁹

Quant à DEBBASCH (C) et PONTIER (J M), ils avancent deux raisons de l’établissement du parti unique :

- « - Le multipartisme pourrait constituer un obstacle à la construction de l’Etat (Etats hérités de la colonisation sans unité ni géographique ni ethnique) dans la population

⁶⁸ Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie .v2, 1995, p17.

⁶⁹ SCHWARTZERG (P.G), op. cit, pp302-303.

- La deuxième explication est d'ordre économique : l'objectif premier de ces Etats est de sortir de leur sous développement ; quelle que soit l'aide extérieure qui peut éventuellement être apportée exige un effort de tous les citoyens. »⁷⁰

On le voit, le parti unique a son rôle d'éduquer, de rassembler et d'encadrer la masse de la population. Au regard de ces auteurs, on peut dégager trois arguments en faveur du monopartisme :

- L'intégration nationale
- La stabilité du gouvernement
- La mobilisation au développement.

C. Le monopartisme au Burundi.

Comme nous l'avons signalé ci –haut, le parti unique a été instauré au Burundi le 23 Novembre 1966. L'UPRONA fut érigée en parti, cadre unique et hégémonique d'expression de la nation et couvrant tout le territoire national. L'adoption de ce système était animée d'une vision unanimiste de la société ainsi que d'autres éléments qui fondent le monopartisme.

i) L'UPRONA et la réalisation de l'intégration nationale

Le Burundi post indépendant a connu une forte crise de la nation. L'émergence de l'ethnisme aigu et des dissensions politiques ne favorisait plus l'unicité dans l'Etat.

Les sentiments, les émotions, les représentations communes qui fondaient la nation n'existaient pas pour l'ensemble des ethnies. Le pluralisme reflétait donc le séparatisme. D'où il fallait instaurer un seul cadre d'expression des citoyens et de fonctionnement des rouages de l'Etat.

En revanche et dans le même ordre d'idées, le parti UPRONA allait remplir deux missions principales : maintenir la communication entre les dirigeants et les

⁷⁰ DEBBASCH (C) et PONTIER (J M), op.cit p 307

masses populaires dans un système pyramidale d'une part et d'autre part jouer un rôle de mobilisation des masses. En effet, la crise institutionnelle des années de l'indépendance due surtout aux assassinats politiques a suscité la crise de confiance de la population envers leurs dirigeants. Le parti UPRONA qu'on venait de mettre en place et comme hégémonique devenait un palliatif aux différentes formations d'opposition d'intérêts et de tendances. Conçu comme un centralisme, il émettait ses décisions du sommet à la base et était informé des réactions des masses de la base au sommet.

A cette forme d'intégration verticale s'ajoute celle horizontale. Celle-ci se retrouve dans le rôle mobilisateur du parti unique. Parler de mobilisation renvoie à modifier les attitudes et comportements politiques des masses et les soumettre à une idéologie unitaire. Etant donné que le parti UPRONA avait pour objectif de prévenir les mouvements séparatistes et d'éviter la dominance des ethnies, il jouait un rôle d'unificateur entre les composantes de la population et œuvrait à lui seul sur le territoire national. Déjà avec la 1^{ère} République, on assiste à la création des mouvements intégrés du parti comme la J.R.R., l'UTB, l'UFB, dans le souci de renforcer les mécanismes d'unir le peuple burundais.

En fin de compte, on allait assister dans le parti unique la conciliation de l'unité nécessaire et de la diversité réelle.

ii) Le parti unique et la stabilité du gouvernement.

La période post –indépendante au Burundi a été marquée de façon générale par la quasi absence du pouvoir et la prédominance des antagonismes à caractères soit ethniques soit régionaux. Pourtant, l'intégration nationale nécessitait un Etat fort et suffisamment organisé à la réalisation de cette entreprise et exigeait l'homogénéité dans le système politique. Cela devait se concrétiser dans un système unitariste où le président de la République était en même temps le chef du parti.

Ce même parti dominait tout l'appareil de l'Etat, adoptait la structure pyramidale administrative et le centralisme politique. Les membres du

gouvernement étaient recrutés parmi les dirigeants ou les militants du parti. De ce fait, le gouvernement devenait le gouvernement du parti. D'où l'unicité reflétait l'unicité du pouvoir et assurait la stabilité du gouvernement.

iii) La mobilisation pour le développement

Une fois l'intégration nationale réalisée et les institutions du pays devenues stables, reste une lutte engagée pour le développement économique. A propos de cela, Nicolas MAYUGI nous donne son point de vue :

« Aucun pays au monde ne peut dire qu'il a fini avec le développement. Si la démocratie est un idéal le développement est une dynamique et non pas un état. La paix que les Burundi se procureront par leur charte permettra aussi d'entrer dans cette dynamique car le spectre d'un avenir menacé aura été supprimé parce que ce qui valorisera l'individu ne dépendra plus de son ethnie, de sa région ou de son clan mais de ses propres qualités qu'il pourra développer avec les autres devenus dorénavant ses alliés et non ses ennemis.»⁷¹

Le travail incombe aux dirigeants de mobiliser les masses et canaliser toutes les forces et toutes les ressources de la nation qui se rassemblent au sein d'un même parti. Le phénomène est que par un même encadrement et la socialisation politique par un même parti, les masses acquièrent et acceptent une même discipline et participent tous aux mêmes objectifs adoptés en commun. Dans ce cas le parti unique joue un rôle de mobilisateur et un moyen de communication de masse parmi tant d'autres où tous les efforts ne sauraient diverger.

2. L'unité nationale sous le régime républicain

L'unité nationale au Burundi est restée depuis l'indépendance une question permanente. L'avènement du système républicain prétendait panser les plaies que

⁷¹ MAYUGI (N) : « Projet de charte de l'unité nationale, ses présupposés ; ses principes, ses conséquences ». Conférence prononcée au CDB, Bujumbura, 1990 p14.

le régime monarchique aurait causées. C'est que l'acte proclamant la République, le 28 Novembre 1966, contenait aussi la dissolution de la Constitution du Royaume, promulguée en 1962.

a) La Première République

Le régime républicain au Burundi a été créé par Son Excellence le Colonel Michel MICOMBERO, quelques jours après l'instauration du Parti unique l'UPRONA. Pendant la 1^{ère} République, le Président MICOMBERO voyait dans le Parti dont il était également chef, l'effondrement de tous les particularismes. Soucieux d'unité et de développement du pays, il voulait unir le peuple burundais afin de récupérer les « forces vives de la Nation » et ce par la création des mouvements intégrés du parti UPRONA tels la JNR et l'UNEBA qui seront fusionnés en 1967 pour donner naissance à la JRR. Plus tard l'UTB et l'UFB voient également le jour. Sa politique intérieure se résume : « Le principe de base de notre politique intérieure, c'est l'unité nationale, l'unité de tous les citoyens dans l'effort commun pour le développement de notre parti »⁷².

Néanmoins, sa politique ne put tenir longtemps. Elle fut controversée par un coup d'Etat manqué en 1969 à caractère ethnique ainsi que des massacres de 1972.

b) L'unité nationale et la 2^{ème} République

Avec l'avènement de la 2^{ème} République, on croyait franchir une étape pour résoudre les problèmes liés aux divisions ethnique et régionales et à la pauvreté. Le président BAGAZA, dans sa déclaration du 1^{er} Novembre 1976, dénonce ce mal qui mine l'action de l'Etat : « comme tout le monde le sait, notre patrie connaît un

⁷² MINISTERE DE L'INFORMATION : Département de Presse. « Cinq ans de la Révolution burundaise », Bujumbura, 1971, p 4.

grave problème de division ethnique qui constitue une entrave certaine mais non invincible de l'action révolutionnaire »⁷³.

Le problème déjà identifié, le Président du CSR et Président de la République invite tous les Burundais, tous les citoyens à conjuguer leurs efforts pour le combat du mal divisionniste. Il dit encore : « Tout révolutionnaire, tout patriote Murundi doit reconnaître ce fait et prendre conscience de cette constatation [...] nous devons réprover les erreurs du passé et reconnaître l'existence d'un fait ethnique dans notre pays afin d'engager un combat ferme contre ce fléau, combat qui doit mener sur des bases claires et objectives.»⁷⁴

Le programme du CRS est ferme pour la lutte et l'éradication de toute tendance divisionniste et envisage des solutions meilleures pour parvenir au bonheur du peuple. Il dit : « Mais nous devons lever le défi et parvenir à remplacer les concepts et étiquettes d'ethnies et de régions par des valeurs nouvelles , nées d'une analyse scientifique des structures sociales, de façons à créer une solidarité et des alliances naturelles durables et dynamiques.»⁷⁵

Le changement du 1^{er} Novembre prône impérieusement l'unité de toutes les couches sociales. Il prêche l'intégration nationale au sens verticale et horizontale décrite ci-haut.

Bref, les objectifs que s'est fixés la 2^{ème} République en matière de lutte contre les diverses divisions observées au sein de la Nation burundaise étaient bien généreux et porteurs d'espoir pour le pays de recouvrer l'unité de son peuple et apaiser les esprits des citoyens brisés par la haine et les divisions des temps révolus. Mais on ne sait pas bien si le bilan des réalisations à la fin du régime a été conforme aux buts. Mais ce qui est sûr, la 2^{ème} République a connu peu ou pas de troubles sociaux et politiques.

De cela, quelques questions méritent d'être soulevées :

- Le régime était-il très efficace ?

⁷³ Maison du Parti UPRONA, « Pourquoi le changement ? » Bujumbura, Imprimerie du Parti UPRONA, 1976, p13

⁷⁴ Ibidem p13

⁷⁵ Ibidem p 13

- S'était-il érigé en terreur pour enfermer les citoyens dans le silence ?
- Pourquoi à la chute du régime s'observent de nouveaux affrontements ?

c . L'unité nationale sous la 3^{ème} République.

La 3^{ème} République est issue du coup d'Etat militaire du 3 septembre 1987. Dans son discours –programme du 5 Septembre 1987, le Président du C.M.S.N. et Président du pays a lancé le programme des activités qu'il aura à réaliser durant son régime. Cependant nulle part n'est déclaré les termes comme « Unité » « division ». Il utilisait les concepts de « ou concertation », « dialogue » pour exprimer le processus d'unir le peuple burundais lui –même d'une part et le peuple et les dirigeants d'autre part. Nous les trouvons par exemple dans cette phrase :

« Le principe de centralisme démocratique qui prône que la concertation guide les décisions à tous les niveaux et que ces dernières soient prises dans le sens souhaité par la majorité a été ignoré. Aujourd'hui, nous constatons avec tout le peuple que le dialogue annoncé au début de la 2^{ème} République a rapidement dégénéré en une concentration autoritaire de pouvoir entièrement délibérée »⁷⁶

Si le programme du Président du CMSN était beaucoup axé sur le développement économique, le fonctionnement des institutions, le droit et la liberté, la question d'unité nationale restait toujours centrale. Sa concrétisation était de loin réalité car déjà le 5 Août 1988, juste quelques semaines avant le 1^{er} anniversaire de la 3^{ème} République, on assiste à des attaques sanglantes qu'on a dénommées « Evénements NTEGA –MARANGARA » dans le Nord du pays respectivement en Province KIRUNDO et NGOZI. La question ethnique devenait de plus en plus pertinente et un frein au développement du pays. C'est pourquoi le Président du CMSN va mettre sur pieds des commissions pour l'unité nationale. On peut citer par exemple :

⁷⁶ République de Burundi, CMSN, « Discours programme du Président du CMSN et Président de la République S.E. Le Mjr Pierre BUYOYA », Bujumbura, Imprimerie du Parti UPRONA, 1987, p7.

- La commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale mise en place par décret n°100/162 du 4 octobre 1988.
- Projet de charte de l'unité nationale au 13 Mai 1989 qui aboutir au référendum de la charte de l'Unité nationale le 5 /2 /1991.
- La commission constitutionnelle créée par décret présidentiel n° 100/039 du 21 Mars 1991

Cette démarche de la 3^{ème} République était une innovation. Deux faits importants ont marqué l'aboutissement de son programme.

- Formation du Gouvernement de l'unité du 19 octobre 1988 pour intégrer les gens exclus au pouvoir de la 2^{ème} République.
- L'adoption par référendum de la charte de l'unité nationale qui signifiait un pacte que les Burundi allaient conclure entre eux pour un avenir meilleur commun de paix et de cohabitation pacifique.

En vue de mieux réussir l'idéal de l'unité nationale, la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale a décidé de matérialiser ce fait du 5 Février 1991 par des objets et des édifices.

- Le 5 Février de chaque année fut dédié à tous les Burundi pour communier à cet événement.
- L'hymne de l'unité fût créée pour cette fin et autres chansons de socialisation.
- Des monuments et places de l'unité furent également aménagés sur tout le territoire nationale afin de mobiliser le peuple à se recueillir et exprimer leur attachement à l'unité.

Néanmoins, au regard des objectifs et finalités du projet, une question se pose toujours : grâce à la charte nous allons dans Burundi de paix et de bonheur ?

Le score du jeu n'a pas pu démontrer la réalité.

3. Le nouveau multipartisme et l'avènement de la démocratie

Au Burundi, le multipartisme des années 1992 n'est pas d'invention récente. Les partis politiques existaient déjà en 1959, quelques années avant son accession à l'indépendance en 1962. Peu d'années après, il s'est observé dans pas mal des « Jeunes » nations africaines l'instauration du système monopartiste. On peut se demander : Pourquoi ce transfert du multipartisme au monopartisme ? Ensuite, pourquoi la réinvention du multipartisme ?

Il ne faut pas oublier, le multipartisme des années 1959 a joué un rôle dans le combat pour la décolonisation amenant avec lui les bases et les fondements de la démocratie. Quand au second multipartisme, il a été instauré en 1992 entraînant avec lui les fondements de la « démocratie » au sens moderne du terme

a) La réinvention du multipartisme

i. Premier transfert : du multipartisme au monopartisme.

Les expériences et les pratiques du multipartisme sont des phénomènes historiques au Burundi. A titre de rappel, le monopartisme est venu panser les plaies que les partis politiques des années 1960 avaient infligées à la nation burundaise. Ces derniers sont devenus une manifestation des diverses divisions et autres maux (assassinats, course au pouvoir, ...) qui se sont opérés sur le pays. Pour combler ces lacunes et essayer de dépasser les problèmes du moment, l'on a dû adopter en 1966 le système du parti unique, système fondé sur l'interdiction et la répression des autres formations politiques et reposant sur la restauration de l'unité, la mobilisation des efforts en vue du développement et l'homogénéisation sociale exprimées dans un même corps.

Or, le multipartisme était conçu pour fondement des divisions ethniques et régionales et entaché d'inefficacité impitoyable.

ii. Le retour au multipartisme.

Si le premier multipartisme a été déclaré responsable des difficultés socio – politiques et économiques du pays, le monopartisme ne sera pas lui aussi épargné au fur des années. Mais, c’est en 1989 que des critiques lui adressées furent plus nombreuses et revendiquées aussi bien du dehors que du dedans.

La rupture avec l’ancien système « le monopartisme » et l’intégration du nouveau système « le multipartisme » signifiait la fin de la terreur, ou au moins un pas en avant de l’Etat totalitaire à l’Etat démocratique.

b) Le multipartisme et la démocratie

i) Facteurs externes de démocratisation

La date du 9 Novembre 1989, date de la chute du mur de Berlin a marqué l’histoire du monde occidental et portera un événement à dimension internationale. Cet événement signifiait la fin de l’antagonisme « Bloc capitaliste – bloc communiste » matérialisée par la victoire du capitalisme sur le communisme. Cependant, le monde occidental, avec cette victoire développait l’ambition d’exporter les fondements et les valeurs du capitalisme et gagner des zones d’influence.

ii) Les facteurs internes.

Deux éléments semblent les plus explicatifs :

1° La pauvreté

2° La pression des rébellions burundaises

1° Au moment de la victoire du capitalisme, les pays en voie de développement dont le Burundi souffraient des problèmes économiques avec d’énormes dettes

extérieures. Pour récupérer les aides et financements capitalistes, ces pays ont dû opter pour l'application de la démocratie multipartiste.

2° Depuis l'accession du Burundi à l'indépendance, le problème d'unité et de paix sociales n'a cessé d'être une préoccupation omniprésente pour tous les régimes qui se sont succédés mais les résolutions telles que diversifiées ne pouvaient apporter que des solutions diverses.

Mais, le régime monopartite, à la victoire du capitalisme et de la démocratie pluraliste commençait à avoir des accusations tournées contre lui d'autoritarisme et de terreur, de régionalisme et d'ethnisme par certaines élites HUTU ou TUTSI selon la provenance de celles –ci ou selon qu'elles aient été écartées du pouvoir. Les mouvements clandestins comme le PALIPEHUTU (Crée en 1980) et le FRODEBU installé au Burundi en 1986 se préparaient à attaquer le pays et revendiquaient le multipartisme.

On le voit, les pressions extérieures conjuguées à celles burundaises ont poussé les hommes politiques burundais à adhérer au système pluraliste démocratique et adopter les fondements et les valeurs de la démocratie.

C) La démocratie au Burundi : avancée ou recul ?

La trajectoire d'entrée dans la vie démocratique des institutions politiques au Burundi a été couverte d'événements qui ont marqué son histoire. La prolifération des partis politiques lors du déroulement du processus de démocratisation a apparu au centre dans la préparation du terrain. Néanmoins ces partis politiques susciteront la relecture des situations au regard du passé des années 1960 et seront appréhendés comme des sources de divisions et de cristallisation du sentiment ethnique. Or, le peuple burundais avait une mauvaise expérience de ceux –ci et craignait la démolition de l'unité jusque là fragile.

Ainsi, la mise en place des institutions démocratiques en Juin 1993, dans un climat finalement malsain auront peu de chance de survive et surtout de modifier la situation qui va se dégrader le 21 Octobre de la même année avec le coup d'Etat.

L'assassinat du Président Melchior NDADAYE et de ses collaborateurs ouvre la phrase d'une guerre civile et des massacres interethniques sans merci qui dureront plus d'une quinzaine d'années.

Il y aura des dégâts tant humains que matériels énormes que l'histoire du Burundi n'a jamais connus. Qui plus est la crise institutionnelle sera sans nom puisque l'on ne connaîtra des institutions politiques légales qu'en 2005.

Pour conclure, nous pouvons rejoindre les idées de Oscar TOYI: « Les campagnes menées par les partis politiques lors du recrutement de leurs adhérents et pendant les présidentielles et les législatives ont, non seulement semé la controverse autour du processus d'unité et de démocratisation mais aussi l'ont miné. Ce phénomène a donc abouti à l'annulation des efforts déployés par la 3^{ème} République et au génocide d'octobre 1993 »⁷⁷.

D. LES EFFETS INTERNES ET INTERNATIONAUX DE L'ACQUISITION DE L'INDEPENDANCE.

1. Soulagement moral, politique et économique.

Pendant la colonisation, les Burundais vivaient dans une situation dure et humiliante. La société était caractérisée par la domination et l'exploitation et était conçue par ses habitants comme obscure, chaotique et anarchique.

Gervais NYANGOMA dans son discours a dit : « cette date marque la fin d'une période difficile, trouble et le début d'une ère d'espoir. »⁷⁸

Et Albin NYAMOYA de dire : « que ce jour que nous commémorons mérite sa juste valeur de date de libération étrangère »⁷⁹.

Michel MICOMBERO a déclaré : « Le peuple Murundi arrachait son indépendance des mains de ceux que l'avaient asservi, humilié »⁸⁰.

⁷⁷ TOYI (O), « Le concept d'unité et de démocratie au Burundi sous la IIIème République », Bujumbura, UB, FLSH, Mémoire , 1997 , p1.

⁷⁸ Annexe , discours de Gervais NYANGOMA

⁷⁹ Annexe , discours de Albin NYAMOYA

Enfin Jean Baptiste BAGAZA a dit : « Ba kavamahanga baducura bufuni na buhoro »⁸¹. C'est-à-dire « Les colonisateurs nous maltraheraient »

Avec l'accession du Burundi à l'indépendance, la situation devait s'améliorer. Le peuple allait se retrouver hors du danger suite à l'abolition des exactions coloniales, de la chicotte et des travaux forcés. Se défaisant du joug colonial et des méfaits de la colonisation, le pays retrouvait les principes moraux et les valeurs honorifiques caractéristiques d'un pays indépendant. D'où le peuple burundais serait rétabli dans un état d'esprit calme et tranquille.

2. Indépendance et les relations internationales

Dans les temps anciens, la politique internationale des Etats se limitait aux guerres pour l'agrandissement de leurs territoires et conquérir l'honneur. Ce qui préoccupait le plus les hommes politiques, c'était la sécurité et la paix. Aujourd'hui, elle a ouvert et étendu de nouveaux angles et élargi de nouveaux domaines d'activités.

L'accession du Burundi à l'indépendance a fait entrer le pays dans le concert des Nations libres pour conduire sa politique interne et internationale. Cet argument est appuyé par une action de coopération et de collaboration internationale.

André MUHIRWA a dit à ce propos : « car le royaume du Burundi fait cette entrée triomphale dans le concert des Nations Libres, ce n'est pas seulement pour exister comme pays totalement indépendant, se développer selon son génie propre, mais aussi et surtout apporter le message au monde, dans une collaboration internationale »⁸²

Par cet événement, les Burundais se conféraient le droit de tenir les leviers du commandement, de devenir maître de toute situation et en finir avec le paternalisme du colonisateur.

⁸⁰ Annexe, discours de Michel MICOMBERO

⁸¹ Annexe, discours de J.B. BAGAZA

⁸² Annexe, discours d'Andre MUHIRWA

Pierre NGENDANDUMWE a dit : « La Belgique n'est plus maître »⁸³

Par là , le Burundi devait s'ouvrir à l'extérieur pour chercher d'autres partenaires et développer des initiatives de coopération multilatérale pour s'entraider et se faire aider étant donné qu'il était encore un Etat jeune. La coopération internationale du Burundi depuis l'indépendance s'est concrétisée dans l'interdépendance, l'intégration, l'entraide et les négociations avec les autres Etats et a été régie par des traités, des conventions, des accords et autres textes diplomatiques qu'ils ont conclus entre eux.

De ce fait, on voit le Burundi se retrouver dans diverses organisations régionales et internationales, non gouvernementales, intergouvernementales et transnationales pour former avec elles une solidarité internationale.

Le but de cette coopération c'est-à-dire la rencontre des différentes communautés est de bénéficier réciproquement des Assistances économiques et de développement techniques et scientifiques, des échanges culturels et de civilisation, de former un marché commun, d'adhérer aux idéaux internationaux de droit de l'homme , de justice internationale, de sécurité et de paix. Il se résume dans le phénomène Donnant –donnant du comportement coopératif et d'interdépendance.

SENARCLENS (P.de), dans « La Politique internationale » nous dit pour conclure : « La politique internationale détermine aujourd'hui le cours de l'histoire et façonne à des titres divers le destin de tous les peuples. C'est en effet dans les rapports entre Etats, plus largement dans les interactions entre sociétés internationales, que se joue (...) la vie des individus et des communautés politiques »⁸⁴.

⁸³ Annexe, discours de Pierre NGENDANDUMWE

⁸⁴ SENARCLENS (P.de) , *La Politique internationale*, Paris, Armand Colin, 2007, p3.

CHAPITRE III : L'INDEPENDANCE, UNE VISION CONTROVERSEE OU DECALAGE ENTRE LES ETENTES DE LA POPULATION ET LE DISCOURS.

INTRODUCTION

Après le long cauchemar qu'a été la colonisation, le Burundi accède à son indépendance, le 1^{er} Juillet 1962. Faut-il le rappeler, pendant la plus grande partie du 20^{ème} Siècle l'espace politique burundais était marqué par la domination des Blancs et l'économie par une accumulation à leur profit et l'exploitation des autochtones burundais. Au niveau social, la haine et les divisions à caractères ethniques n'ont cessé de se produire et s'intensifier entre les différentes composantes de la population du pays.

Mais qu'en est-il de la période post-coloniale ? L'unité de la Nation est-elle une amère illusion ? A quoi pourrait bien ressembler un Burundi véritablement juste au plan ethnique ? Une nouvelle société en formation ? Quel est le rôle de l'Etat et des intellectuels burundais ? Peut-on enfin souligner la continuité du colonialisme et le post-coloniale en repérant dans les politiques du nouvel Etat les fondements du néocolonialisme ?

Un peu de mots, il faut savoir non seulement où est le Burundi mais aussi où il va et comment. L'objectif est de partir du contenu desdits discours pour en montrer les limites et les pièges en égard aux défis de construction de la paix sociale et de préservation des acquis de l'indépendance.

A . CONTEXTE ET GENESE SOCIO –HISTORIQUE DU BURUNDI , POST – INDEPENDANT

Le concept d'indépendance paraît au centre dans la signification de la vie politique et socio –économique d'un Etat moderne. Ainsi défini, il est fondé sur des principes de revalorisation et de moralisation de la société entière. Mais, revalorisation ne signifie pas retour aux temps antécoloniaux mais va dans le sens de modernisation. Ainsi, un Etat privé de liberté de décider en toute indépendance ne saurait progresser. Or, prendre une décision suppose une certaine autonomie, une certaine liberté à s'organiser. Un Etat indépendant peut s'organiser comme il l'entend et en toute quiétude. Et si donc un Etat n'est pas indépendant et souverain, son peuple ne peut l'être non plus.

L'accession du Burundi à l'indépendance allait se manifester tant à l'intérieur du pays qu'au niveau international. Le jeu est que le nombre de collaborateurs au niveau interne et externe allait augmenter pour mettre en commun leurs efforts de développement. Avec l'indépendance, le Burundi entrait dans une nouvelle ère des « Nations libres » nouant entre elles des alliances à caractère économique, politique, social et culturel.

Par là, on peut se demander : la souveraineté nationale recouvrée a –t –elle effectivement libéré et valorisé la société burundaise que les puissances coloniales avaient naguère étouffée ou défigurée ? On veut savoir si les aspirations du peuple, hier ignorées ou rejetées, ont réussi à s'épanouir au départ du colonisateur. Car, il ressort qu'après l'indépendance le Burundi et les Burundais devraient être à l'abri de tout danger.

La société burundaise d'après 1962 a été caractérisée par des massacres et tueries interethniques qui ont marqué la mémoire collective des Burundais. La question des conflits au Burundi reste jusqu'aujourd'hui complexe. Beaucoup d'analystes se sont intéressés à chercher leurs origines mais n'ont pas fait d'unanimité. Ils ont alors tenté d'établir des responsabilités et d'exposer les causes qui les auraient provoqués.

L'histoire du conflit burundais est souvent associée à une lecture ethnique des événements. Mais cette grille de lecture a fait objet de manipulation diverses : soit par la colonisation dans sa politique de « diviser pour régner » , soit par les élites « HUTU ou TUTSI » après l'indépendance soucieuses de prendre et préserver le pouvoir et obtenir des avantages économiques et sociaux, etc., ces manifestations ont abouti à l'exclusion et à la violence qui ont creusé un fossé entre les composantes de la société burundaise et provoqué la fracture socio –politique burundaise.

a. Le rôle de l'Idéologie coloniale et la question de l'Identité nationale.

La décolonisation en Afrique reste un des phénomènes les plus importants qui ont marqué la seconde moitié du 20^{ème} Siècle et le Burundi ne fut épargné par le courant. Au moment où les peuples colonisés s'acharnaient à lutter pour l'indépendance, les puissances coloniales s'ingéniaient à prendre des mesures dilatoires dans le but de se maintenir le plus longtemps possible dans les colonies. Les Belges ont d'ailleurs instauré une politique de « Divid et impera » ou « diviser pour régner » qui a consisté à définir des caractéristiques physiques et morales de chaque composante de la population.

Partant, cette différenciation ne se limita pas dans les théories, elle fut même appliquée dans l'administration. Jean PERRAUDIN nous dit à ce propos : « c'est ainsi qu'à partir des années 1950, la Belgique joua sur la corde ethnique. Elle réforma les structures administratives et institutionnelles pour les doter d'hommes nouveaux, c'est-à-dire les Bahutu.»⁸⁵

Or, cette identification allait renforcer le caractère divisionniste de l'idéologie coloniale et de ce fait compromettre l'identité nationale.

⁸⁵ PERRAUDIN (J), *Chronique de l'Eglise catholique au Burundi après l'Indépendance*, Bologna, EMI, 1996, p47.

b. La crise des valeurs

Des analyses ont été menées sur la question des valeurs, de la culture et de l'éthique en politique. Ces études avaient pour ambition de mettre en évidence leur incidence sur la gestion et l'organisation socio-politiques des sociétés. Avant d'approfondir le thème, partons de la définition de MAYUGI : « Ce qui peut conférer de la valeur, c'est globalement ce qu'on appelle les qualités humaines telles que l'intelligence, la générosité, l'amour du travail, la compétence, le sens pratique, etc. Et l'on remarquera que toutes ces qualités et d'autres qui ne sont pas cités n'ont ni ethnies, ni clans, pas plus qu'elles n'ont ni race ni couleur. Elles sont universelles.»⁸⁶

Selon cet auteur, les valeurs désignent les qualités morales que chaque individu possède en lui et qui n'ont pas de limites dans leur champ d'application. Il a ensuite analysé la société burundaise dans laquelle il a vécu et a donné la conception suivante : « Pendant longtemps, les Burundais se sont jugés , se sont appréciés sur base de leurs ethnies , de leurs régions, de leurs clans.

Aujourd'hui, le projet de charte nous fait remarquer d'abord que l'ethnie, la région, le clan tout comme la race ou couleur de la peau ne sont pas des valeurs. C'est pourrait-on dire, des données de la nature qu'on reçoit sans y être pour quelque chose. Et précisément, parce qu'on y est pour rien ces catégorisations, ces étiquettes ne peuvent conférer de la valeur »⁸⁷.

MAYUGI combat énergiquement tout ce qui va à l'encontre de la morale qu'il considère comme un mal qui contribuerait à la dégradation de la qualité et de la dignité humaines et à la destruction de la société entière. Il en mémoire l'ethnisme burundais qui a marqué l'histoire du pays et les déchirements qui ont suivi.

⁸⁶ MAYUGI (N) , op.cit. p 2

⁸⁷ Ibidem, p2.

Dans le même ordre d'idées, d'autres chercheurs ont approfondi cette analyse Philippe NTAHOMBAYE et ses collaborateurs ont analysé la crise de 1993 et ont décrit trois situations en parlant de « Crise des valeurs » :

1° « La crise a été caractérisée par des massacres interethniques, la destruction des biens publics et infrastructures privées ainsi que par des déplacements massifs de la population. Elle a aussi été une crise morale où les gens ont perdu conscience des valeurs ancestrales d'unité, de tolérance, d'acceptation mutuelle et de respect strict des droits humains fondamentaux.»⁸⁸

Si pendant la crise les gens ont opéré des destructions tant matérielles qu'humaines, c'est qu'ils avaient perdu le sens de la dignité, de la sagesse. Ils avaient adopté un comportement inhumain.

2° Ces chercheurs ont ensuite continué et évoqué une situation de « renversement de valeurs ». D'après ces derniers, les valeurs fondamentalement négatives ont été conçues comme positives. Ils ajoutent : « Ainsi, on assiste à un renversement des valeurs dans lequel des valeurs négatives remportent sur celles positives et la société burundaise a été condamnée à vivre une telle situation et par ceux –là qui voulaient conquérir et / ou garder le pouvoir. Les anti-valeurs (ethnisme, régionalisme, comme moyen de conquête du pouvoir avec leurs corollaires comme népotisme, et la solidarité négative ont pris le dessus sur l'unité et l'équité. »⁸⁹

Pendant une situation de crise, on peut dire que tout est permis : le désordre, le pillage, les tueries, etc. Les institutions et les instances habilitées ont aussi du mal à gérer les comportements des individus car le désordre étant déjà conçu comme normal. En citons quelques exemples des vocabulaires qui sont nés avec la crise :

- gusagata = Piller
- Iboro : Proie (pour signifier une personne d'ethnie opposée)

⁸⁸ NTAHOMBAYE (P) « Perception et acceptation des valeurs traditionnelles et articulation de celles –ci avec les valeurs culturelles d'aujourd'hui , chez les jeunes burundais de 18-22ans » . Buja , UNESCO, Maison de l'UNESCO pour une culture de la paix au Burundi, 1996 , p1

⁸⁹ Ibidem, p2

Les individus qui utilisaient ces termes le faisaient librement et sans gêne. Dans ce cas, la crainte, la honte, le respect n'existent plus sur la liste des vocabulaires.

3° Enfin, ces auteurs parlent de « vide culturel » dans l'explication de cette crise de valeurs. « Dans ce cadre, par manque de valeurs saines, d'identification et de référence, les Burundais se sont retrouvés dans une sorte de vide culturel où le comportement déviant est érigé en norme, le vice en vertu tandis que le scandale est banalisé »⁹⁰.

En analysant les trois situations, on se rend compte que le phénomène est le même. L'homme burundais à travers la dégradation de ses qualités ne pouvait pas rester ce qu'il devrait être car il avait adopté un autre type de comportement. La réalité nous révèle que la situation socio – historique longtemps observée au Burundi est indissociable à la culture et aux valeurs burundaises. Si celles – ci sont le ciment de l'organisation et de la gestion de la société, leurs perturbations entraîneront automatiquement la perturbation de la société entière. Or ce phénomène s'est manifesté surtout avec la colonisation. Lorsque les blancs sont venus, ils avaient leurs mœurs, les coutumes différentes aux nôtres. Les Burundais les ont alors mariées.

GURVITCH (G) et ses collaborateurs nous parlent de l'acculturation qu'ils définissent comme suit : « L'acculturation appréhende les phénomènes qui se produisent lorsque les groupes d'individus, ayant des cultures différentes, entrent en contact continu et direct, ainsi que des changements conséquents qui affectent les agencements culturels originaux de l'un des groupes ou de tous les groupes »⁹¹

Sous le choc de cette importation, la société burundaise allait se heurter à la situation telle que décrite ci-haut par NTAHOMBAYE. Soit le peuple burundais allait vivre une crise morale puisque le colonisateur usait de la force et de la violence pour se faire respecter, soit dans un renversement de valeurs car le blanc étant un être supérieur imposait sa culture dominante, soit enfin, il se trouvait dans

⁹⁰ Ibidem, p3

⁹¹ GURVITCH (G) s/d'ir, *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1968, p 451, TII

un vide culturel puisque les Burundais hésitaient entre deux situations : entre la culture burundaise et la culture occidentale, laquelle adopter ?

Ainsi, cela ne pouvait se passer sans conséquence. La rencontre des deux cultures devaient produire des changements tant au niveau moral que mental. A ce propos, nous nous référons à l'idée de BOUDON et BOURRICAUD : « Lorsque les valeurs communes s'effritent ou donnent le sentiment de s'effriter, l'expert tend à perdre sa situation de monopole. Son audience est alors concurrencé par celle d'un autre type d'intellectuel qui, s'adressant non plus à la classe des « décideurs », mais à un public plus large –opinion « éclairée » ou « masses populaires » selon les cas – lance des produits dont la facture doit être différente, en raison même de la nature différente du marché»⁹².

Comme on vient de le constater, la question des valeurs est fondamentale dans l'organisation d'une société dont le Burundi a fait objet d'illustration à travers les crises socio –politiques qu'il a connues. La crise des valeurs a conduit à la perte progressive des valeurs humaines et de la culture. Or cette perte orchestrée par le phénomène d'acculturation dont nous avons ci –haut parlé a abouti à une dépersonnalisation et une déculturation. Et donc perdre sa culture, c'est perdre son identité, sa référence et entraîne de ce fait la dégradation des mœurs.

c. La question de la crise Rwandaise de 1959

Les crises qui se sont abattues sur le Burundi ne peuvent être dissociées de la crise Rwandaise de 1959.

En effet, d'aucuns savent que le Burundi et le Rwanda ont évolué sous le même régime colonial et partagé la même histoire avec des coutumes voisines. La composition ethnique étant également similaire. La crise qui a éclaté au Rwanda en 1959 était d'ordre ethnique et a entraîné plusieurs Rwandais à trouver refuge au

⁹² BOUDON (R) et BOURRICAUD (F) , *Dictionnaire critique de la sociologie*, 3^{ème} édition, Paris, PUF, 1990, p300.

Burundi. Cette situation inquiétait les Burundais dont l'idéologie ethniste héritée de la colonisation et radicalisée par les élites burundaises s'était déjà enracinée.

Les mêmes causes allaient produire les mêmes effets. Les crises burundaises sont devenues de ce fait le reflet de ladite crise. Albert SHIBURA enrichit l'idée en disant : « car l'histoire récente du Burundi a été une suite logique de la rupture de l'équilibre du Rwanda. Les génocides du Rwanda continuent de projeter leur ombre sur notre pays »⁹³.

d . L'ethnisme et la conquête du pouvoir.

Lorsque l'indépendance a été acquise, les Burundais prenaient en mains toutes les affaires du pays. Or chaque ethnie voulait occuper le maximum possible de postes. La gestion du pouvoir devenait un problème pour les élites burundaises dont les préoccupations premières allaient diverger avec le but recherché dans l'indépendance. Nous lisons dans la Grande Encyclopédie que : « la décolonisation n'a pas été un retour à l'état précolonial, mais plutôt le relais des cadres européens par les élites africaines occidentalisées »⁹⁴.

L'« occidentalisation » dont il est question ici renvoie au comportement à l'occidentale que les africains ont adopté. C'est que les politiciens d'alors s'étaient moins préoccupés de l'intérêt général dans la gestion des affaires de l'Etat au profit de l'intérêt égoïste personnel et /ou du groupe. Animés de leurs ambitions, ils faisaient recours aux situations à tendances ethnistes. Un autre problème est que entre ces élites et les masses populaires se créait un décalage. La capacité de compréhension entre ces deux groupes restait limitée et créait un dysfonctionnement social.

Le même ouvrage nous décrit la situation : « Les régimes politiques calqués sur ceux des métropoles libérales ne purent en générale fonctionner dans des pays où

⁹³ SHIBURA (A), cité par NDAYISABA Spérevie, in « L'Eglise catholique face aux conflits politiques burundais (1965 -1973) », Bujumbura, UB FLSH, Mémoire, 2000, p31.

⁹⁴ La grande Encyclopédie, Paris, Librairie Larousse, 1971, p240

des masses illettrées ne partagent pas les conceptions intellectuelles et morales des élites. »⁹⁵

Cependant, ces élites pour se faire croire devraient jouer sur les frustrations, les émotions, etc, de la masse en invoquant la question d'identité ethnique. Chaque ethnie se réclamait exclue du pouvoir par l'autre ethnie et développait un sentiment d'affirmation identitaire pour revendiquer les droits. HARROY (J.P) nous donne un exemple de frustrations des HUTU à propos des postes :

« Ils estimaient qu'une part insuffisante de porte –feuilles –clés leur avait été faite dans le gouvernement. Le parti du peuple était le plus revendicatif. »⁹⁶

e. La mort de RWAGASORE et la radicalisation des tensions.

Les assassinats qui ont suivi la victoire de l'UPRONA dont celui du 13 Octobre 1961 suivi en 1965 par celui de NGENDANDUMWE ont démontré également les éléments de divisions. Depuis la mort de RWAGASORE, le climat politique fut caractérisé par une grande instabilité gouvernementale laissant un vide institutionnel. Des dissensions à l'intérieur du parti ainsi qu'au niveau de l'Etat fut observé. Par ces événements, la question ethnique était aussi liée dans la vie publique par la course aux postes et faisait monter des tensions entre les ethnies qui voulaient se venger et s'exclure dans les appareils de l'Etat.

Hors, RWAGASORE était un leader doté de qualités et d'un Charisme, autour de qui le peuple burundais se rassemblait. Avec sa disparition, la population burundaise s'est retrouvée dans une situation des troupeaux sans pasteur.

⁹⁵ Ibidem, p240

⁹⁶ HARROY (J.P) , Burundi 1955 -1962 : *Souvenir d'un combattant d'une guerre perdus* , Bruxelles, 1987, p600.

B : LES LIMITES ET LES ELEMENTS DE NEGATION DE L'INDEPENDANCE

1 Le problème des Elites de la post –colonie

Dans le contexte de légitimation d'un ordre politique que le pouvoir politique souhaite valoriser, la production du discours reste le travail des acteurs politiques. Ils agissent par leurs multiples stratégies pour influencer le public qui les écoute en stimulant les attentes et en dénonçant des références historiques jugées immorales. Dans notre cas, les discours que les dirigeants politiques énonçaient n'oubliaient pas d'insérer des projets d'unité, de paix, de développement, etc.

Quand l'indépendance devenait au Burundi « mot d'ordre » pour le rétablissement d'un Etat de droit, les élites burundaises se sont engagées à réguler le sens de celle –ci selon les intentions et les intérêts du peuple. C'est pourquoi il est utile d'aborder ce point afin de découvrir l'hypocrisie de ces dernières au regard des enjeux qui ont caractérisés la politique burundaise.

Au regard de l'épreuve des réalités nationales burundaises, on se rend compte que la philosophie indépendantiste n'a pas effectivement résisté au Burundi. Claver NGENDAKURIYO parle des « ambitions personnelles » qui animaient la nouvelle élite : « c'est au nom de ces ambitions personnelles que les politiciens ont eu recours aux discours. On s'est moins préoccupé de l'intérêt général dans la gestion de l'Etat au profit de l'intérêt personnel et de groupe».⁹⁷

Les élites de la post –colonie qui ont pris la relève des colonisateurs se sont fortement identifiées à ces derniers et ont été marquées par la corruption, le népotisme et mobilisaient toutes les potentialités pour prendre et /ou garder le pouvoir et s'y maintenir. L'identité politique et économique de l'élite burundaise s'est largement maintenue malgré le départ du colonisateur.

⁹⁷ NGENDAKURIYO (C) , *Op. cit*, p61.

Quant à TOYI Oscar, il parle de manque de formation morale et civique pour qualifier ces hommes qui n'ont pas tenu la nation dans la voie indépendantiste : « Il serait pourtant naïf de continuer à accuser le colonisateur maintenant que tous les rouages de l'Etat sont contrôlés par l'élite nationale. C'est précisément au dos de celles –ci qu'il faut placer la responsabilité des différentes crises qui endeuillent le pays depuis l'indépendance. Cela est d'autant plus vrai que cette élite n'est pas suffisamment formée au niveau moral et civique. Avec l'avènement de l'indépendance, il fallait prendre en mains toutes les responsabilités et corriger les vices coloniaux, créer une idéologie adaptée aux réalités de la place »⁹⁸.

Si l'homme occidental avait –il désorganisé et déstabilisé le pays, il revenait aux peuples autochtones de redonner son images, de favoriser l'émergence de l'intérêt général ou du moins de faire passer les considérations nationales au dessus de toutes les autres considérations.

2. Le problème ethnique et la paix

Depuis l'indépendance, le monde politique et social burundais s'est heurté à une grande instabilité. Dans les premiers moments, la vie politique était marquée par de nombreux partis dont certains n'avaient même pas de programmes clairs, d'autres étaient ethnistes et d'autres enfin étaient manipulés par des étrangers. Ce système ne permettait guère la gestion politique car il favorisait beaucoup des dissensions internes de l'Etat et à caractère ethnique. Les premières manifestations seront concrétisées dans l'assassinat du Prince Louis RWAGASORE.

Peu d'années après l'indépendance, le parti UPRONA s'érigera en une seule formation politique organisée et occupera la scène politique nationale avec une mainmise sur les affaires du pays.

Il sera ensuite marqué par des divisions internes avec une coloration ethnico –régionaliste et qui se transposeront au gouvernement et au parlement. Toutefois,

⁹⁸ TOYI (O), op.cit, p98

les compétitions politiques qui se déroulaient se caractérisaient par des violences et des intolérances de cette marque. La commission constitutionnelle de 1991 a déclaré à ces propos : « La conscience nationale avait cédé la place à la conscience ethnique au sein de la classe dirigeante. »⁹⁹

Ainsi, si le mal avait affecté les dirigeants politiques, aurait-il épargné la classe dirigée ? Evidemment non. Le proverbe Kirundi dit : « Umwera uva ibukuru agakwira hose ». Ce qui signifie : « Ce qui provient du chef se répand sur tout le territoire. » La masse populaire connaîtra le même sort. Il sera envenimé d'un esprit ethnisé et haineux qui portera la marque sur toute la société burundaise et qui dégènera toutes les crises socio-politiques qui ont secoué le pays depuis l'indépendance.

De ce fait, la paix sociale et la sécurité populaire dont on attendait du nouveau régime auront des limites. Car selon BAJART (J.F.) dans sa définition de la paix : « la paix n'est pas que l'absence de coup de fusil. « Pax opus justitiae : » La paix est l'œuvre de la justice et la justice est la volonté constante de rendre à chacun ce qui lui revient. »¹⁰⁰

On le voit, on ne peut pas parler de paix dans un monde d'affrontements permanents. Et la sécurité ne se traduit pas seulement au niveau physique, elle est aussi mentale.

Le climat socio-politique depuis les années 1962 était purement malsain. En témoignent des assassinats des leaders politiques, des massacres interethniques répétitifs, des mouvements des réfugiés et des regroupés à l'extérieur et à l'intérieur du pays, etc. Le même auteur nous dit pour conclure : « pas plus au plan international que national, on ne peut bâtir un ordre social dans le « chacun pour soi » de la lutte de classes »¹⁰¹

⁹⁹ République du Burundi, commission constitutionnelle. « Rapport de la Démocratisation des Institutions et de la vie politique au Burundi », Bujumbura, 1991, p27.

¹⁰⁰ BAYART (J.F) et al *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, carthala, 1992 , p290.

¹⁰¹ Idem, p 280.

3 L'indépendance, le développement économique et la coopération avec les Etats.

L'économie dans le Burundi post –indépendant reste jusqu' aujourd'hui à sa quête. Si le pillage perpétré par le colonisateur avait cessé depuis l'acquisition de l'indépendance, il reste à voir si les autochtones qui avaient pris toutes les affaires nationales en leurs mains faisaient une bonne gestion du patrimoine national. Car un Etat indépendant et souverain qui porterait atteinte au développement économique ne saurait avoir une quelconque indépendance. Cette dernière étant un puissant facteur de développement, deux situations s'observent :

- Un Etat est libre à s'organiser et à l'auto gestion
- Une Etat entre en relation avec les autres Etats et contribue à la coopération mondiale.

Dès lors, comment peut –on concevoir que le Burundi se classe jusqu'aujourd'hui parmi les premier pays pauvres du monde ? Le nouvel Etat s'est heurté à trois problèmes.

- Pendant la colonisation, le Burundi vivait une économie impériale, d'où la reconversion en une économie nationale était difficile dans l'immédiat.
- Les nouveaux gouvernants se sont attachés avec une intensité particulière à servir plus leurs intérêts personnels et égoïstes.
- Les relations entre Etats sont inégalitaires.

1° Avec une économie impériale, le pays s'est retrouvé dans des relations inégalitaires avec les autres Etats. Au lieu d'implanter des activités industrielles, la colonisation a favorisé des activités de prélèvement. Les puissances étrangères ramassaient dans les ex –colonies des matières à des prix très bas et assuraient les fournitures des produits finis à des prix élevés. Dans ce cas, le commerce restait déficitaire. D'où l'économie se voyait dans un endettement permanent. Aussi, convient –il de le signaler, les experts et techniciens qui venaient au Burundi

touchaient des salaires élevés quitte à ce que l'aide que le pays recevait était consommée par cette coopération d'assistance technique.

2° Les nouveaux dirigeants politiques ont eu du mal à gérer le patrimoine national. Au lieu de servir l'intérêt général, ils se sont employés à satisfaire leurs intérêts particuliers. BAYART et ses collaborateurs disent :

« Au fur et à mesure que l'État post –colonial étendait son emprise sur les marchés et les rentes, l'effort des agents indigènes à consister à investir de plus en plus dans ces réseaux sociaux et à multiplier les allégeances qui devaient leur permettre d'accéder aux sources où elles se trouvaient. Ce qu'il faut donc constater, c'est que loin d'aboutir à une capitalisation conséquente, c'est-à-dire un processus qui aurait « clarifié » les lignes de la stratification sociale, les stratégies d'accumulation en Afrique ont été orientées vers la consolidation d'un pouvoir sur les ressources qui ne se traduit guère en termes d'accroissement de la productivité. Plus simplement, un surplus est produit, extrait, mais dilapidé»¹⁰².

Or, la politique et l'économie sont étroitement liées pour un gouvernement stable et uni car le développement économique modifie les structures sociales en assurant l'équilibre entre les différents secteurs socio –économiques en réduisant les disproportions entre groupes sociaux.

4 Le problème d'unité nationale après l'indépendance.

La question de l'unité nationale au Burundi est restée depuis longtemps un problème épineux pour les gouvernants et pour toute la communauté burundaise entière, et ce depuis la veille de l'indépendance. Nul ne peut ignorer que le Burundi est un pays polyethniste où la radicalisation ethnique a donné lieu à de graves affrontements. En témoignent divers massacres enregistrés depuis les années 1965. Et si ardues qu'ils étaient, ils prenaient quelques fois une envergure nationale.

¹⁰² Idem , p243.

Cependant, tous ces événements étaient exclusivement marqués par des exterminations interethniques, d'où la menace à l'éclatement de l'unité nationale. Or, le Burundi avait eu la chance d'échapper aux différentes diversités que connaissent les autres pays (culturelle, linguistique, religieuse, etc..).

Etant donné que l'unité s'était faite contre l'occupant colonisateur, qu'est –ce qui manquait pour être maintenue à son départ puisque le nationalisme s'était imposé comme solution aux tensions profondes héritées de la colonisation ?

L'idée d'unité avait pour but de bloquer l'idéologie divisionniste observée depuis la colonisation. Les dirigeants politiques, en insistant sur ce mot sentait le désir de revivre l'unité de nos ancêtres, perturbée par l'introduction de l'homme colonisateur. Avec la colonisation, l'idéologie coloniale définissait chaque composante de la population par des traits physiques et moraux et qui ne conféraient à personne aucune valeur mais qui fondaient un ethnisme divisionniste et destructeur.

Par exemple, peu d'année avant l'indépendance déjà, le Burundi connaissait des divisions à caractère ethnique. Les premières s'observent lors de la lutte pour la décolonisation ; certains la voulaient immédiate alors que d'autres prônaient une indépendance tardive. De plus, des divisions sont apparues au sein de la classe politique des organes de direction. Enfin, elles ont été implantées dans le peuple qui depuis fort longtemps était uni.

Depuis l'indépendance, les signes d'un antagonisme ethnique n'étaient plus un doute. S'observent déjà des assassinats individualisés et politiques et les violences cycliques qui se sont succédées allaient rendre compte des représentations mentales.

Que restait –il alors d'un Burundi indépendant avec un peuple éclaté ? Le colonisateur était –il un fer qui l'enfermait dans l'enfer pour l'empêcher de s'affronter ? C'est pourquoi, dans leurs discours, les dirigeants politiques semblaient compter sur les expériences du passé pour maîtriser le présent et affronter l'avenir. Les orateurs n'ont cessé de clamer haut et fort pour la sauvegarde de l'unité nationale. L'objectif ultime était de mettre fin aux diverses

formes de divisions qui minaient l'harmonie et la concorde entre les composantes de la société burundaise.

KABANYANA Marie –Espérance nous dit comment le président Pierre BUYOYA cherchait à consolider et défendre l'unité nationale :

« Dans cette optique, il se proposait de gérer l'Etat burundais dans l'esprit de la charte de l'Unité nationale c'est-à-dire faire en sorte que dans le pays tous les citoyens soient considérés sur le même pied d'égalité et ceci en tout lieu. Il se proposait également de gérer l'Etat burundais de telle manière qu'on ne parla plus de discrimination, d'exclusion à base ethnique. Il se proposait enfin de tout faire pour essayer de régler toutes les questions, tous les litiges, tous les problèmes matériels et autres qui existaient encore et qui auraient été occasionnés par des divisions du passé.»¹⁰³

La menace de l'unité restait une des traces de méfaits du colonialisme dont il fallait éradiquer pour ériger un monde uni et intégré sans ne se sentir aucune force extérieure que celle de la Nation.

¹⁰³ KABANYANA (M.E) , *Le discours politique de la campagne électorale de Mai 1993 et son impact socio – politique au Burundi* , Bujumbura, UB, FLSH, Mémoire, SP , 1998, p42.

CONCLUSION GENERALE

Notre travail est intitulé : « *ANALYSE POLITOLOGIQUE DU DISCOURS DU 1^{er} JUILLET AU BURUNDI.* » Ce qui nous intéresse dans notre sujet, c'est le discours prononcé chaque premier jour du mois de Juillet de chaque année au Burundi. L'objectif est double : d'une part, nous avons cherché à comprendre le concept d'Indépendance » vu sous ses divers angles, les modalités pratiques de son application et les effets attendus par la société burundaise. D'autre part, nous avons voulu analyser la force qu'incarne le concept inséré dans les discours de commémoration pour asseoir et préserver les acquis de l'événement.

En élaborant ce travail, nous avons voulu voir comment, du régime colonialiste et par un grand attachement patriotique du peuple burundais, on est passé à l'indépendance. Celle-ci étant conçue comme un idéal d'ensemble d'actions et objets moraux de libération, de perfection et d'amélioration des conditions de vie intérieures et extérieures d'un Etat au niveau politique, économique et social. Notre ambition première n'était pas d'établir un bilan négatif des réalisations de la colonisation mais de mettre en évidence que ce qui est avant sont l'honneur et le bonheur qui échoient au peuple.

Si le passage à l'indépendance a été guidé par ce double objectif, c'est que les problèmes de domination politique que socio –économique faisaient rage. Le pays était privé de liberté de guider sa politique interne et internationale, voyait son économie exploitée et au niveau social, le colonisateur jouait sur un principe de ségrégation des composantes de la population en leur collant d'une étiquette de composition physique et morale. C'est pourquoi, par le traçage théorique des circonstances d'acquisition de l'indépendance, nous avons pu constituer notre premier chapitre en nous inspirant de WALLERSTEIN Immanuel : « Je me suis demandé par quel cheminement les structures sociales –ici, les administrations

coloniales engendrent des conflits sociaux, et dans quelles conditions ces conflits sociaux aboutissent à une révolution qui renversent ces structures.»¹⁰⁴

C'est dire que, la colonisation, par ses pratiques ignobles et dégradantes à travaillé à sa perte. Bref, l'indépendance est venue mettre fin aux exactions commises par le régime colonialiste et combler toutes les lacunes.

Nous avons aussi montré dans ce chapitre que le discours a ses différentes fonctions à remplir pour la consolidation et la préservation de l'indépendance.

Dans le deuxième chapitre, nous avons montré par les discours de commémoration des anniversaires de l'indépendance comment est vu le concept d'« indépendance » par les dirigeants politiques africains en général et les burundais en particulier.

Les dirigeants politiques pour orienter leur politique fixaient des objectifs à leurs discours et se représentaient les besoins du public –récepteur qui a souvent bonne fois à leurs intentions.

Nous avons en premier lieu établir des listes de discours, pour ensuite en extraire des principales expressions et arguments qui traduisent le sens du concept. Ils ont été groupés en quatre points : souveraineté et démocratie pour le premier, unité, la paix, sécurité et ordre pour le second ; le troisième étant développement et prospérité, enfin la coopération avec les autres Etat. Et tout ceci pour le bonheur du peuple.

Nous avons ensuite décrit les fondements politiques de l'assise de l'indépendance, montrer les différents mécanismes qui ont été mis en jeu pour préserver les acquis de cette dernière et enfin établi les effets internes et internationaux de l'acquisition de l'indépendance au Burundi.

En troisième lieu et c'est le troisième chapitre nous avons cherché à savoir comment les nouveaux dirigeants du pays indépendants ont gérés les nouveaux gouvernements. Dans ce point, nous avons pu décrire les causes des événements

¹⁰⁴ WALLESTEIN (I), *L'Afrique et l'Indépendance*, Paris, Présence africaine, 1998 p103

qui ont secoué le pays, analyser l'évolution socio –politique qui a prévalu après l'indépendance.

En effet, les structures de l'Etat burundais indépendant ont eu du mal à se maintenir. Le pays a été traversé par beaucoup de circonstances socio –politiques pénibles voir dures. L'instabilité politico –institutionnelle que l'on a observée depuis l'indépendance a démontré la désintégration politique et sociale attendue dans le nouveau régime. Depuis cette date, beaucoup de coups d'Etat et nombreux assassinats de grandes personnalités au sommet de l'Etat ont été opérés créant parfois des vides et chaos institutionnels.

On peut citer les exemples de la mort du Prince Louis RWAGASORE le 13/10 /1961, de Pierre NGENDANDUMWE le 15/01/1965, de Melchior NDADAYE et ses collaborateurs le 21 /10/1993. On peut mentionner également les coups d'Etat du 28 novembre 1966 qui a même déchu le régime monarchique, celui de J.B. BAGAZA le 1^{er} Novembre 1976, de BUYOYA Pierre le 3 septembre 1987.

Qui plus est, les cycles répétitifs d'affrontements des composantes de la population burundaise durant la période de 1962 – 1993 ont démontré la déchirure du tissu social burundais et ont de ce fait conduit le peuple à se réfugier à l'étranger et à se regrouper à l'intérieur du pays.

Il faut noter également que si cet état de choses s'est manifesté, les différents régimes qui se sont succédés n'ont cessé de prendre des mesures pour arrêter le cours des choses mais en vain.

Enfin, nous avons établi les relations de sens de l'émetteur et les faits, montré qu'un net décalage concret sur le terrain s'est produit et démontré que l'indépendance n'a pas réellement préservé ses acquis. Nous avons à cet effet découvert les raisons de cet échec mais surtout, les Elites burundaises, dans leurs discours ont gardé le support théorique du concept. Elles souffraient d'un manque d'esprit patriotique, civique et moral.

Dans notre recherche, nous espérons avoir jeté les bases solides mais le chemin à parcourir est encore long. Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet dans tous

ses contours. Les attentes et les perceptions de la population des politiques de l'indépendance, leurs résultats concrets sur le terrain figurent parmi les points que les Etudes ultérieures viendront ajouter à cette analyse.

Vue sous cet angle, l'importance aux lecteurs et à ceux qui s'intéressent sur l'indépendance est triple : comprendre le monde dans lequel ils vivent, faire progresser et compléter les connaissances et enfin combler les lacunes.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GENERAUX

1. ARCAND () et BOURBEAU (N) ; *La communication efficace*.
Bruxelles, De Boeck Université, 1998, 468p
2. BAYART (J F), *La politique par le bas en Afrique noire*. Paris , Carthala , 1992,
268p
3. BONTE (P) et IZARD (M) , *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'Anthropologie*,
Paris , PUF, 1992, 755p
4. BOUDON (R) et BOURRICAUD (F) , *Dictionnaire Critique de la
sociologie* , 3^{ème} édition, Paris, PUF, 1990,713p.
5. BRONCKART (J.P) et al, *Le fonctionnement des discours : un modèle
psychologique et une méthode d'analyse*, Paris, Delachaux et
Niestlé,1985, 175p.
6. BURDEAU (G) *Traité de Science Politique, T III, IV*, Paris , LGDJ, 1982, 464p.
7. BURDEAU (G), *Traité de Science Politique : La révolté des colonisés :*
Paris , Economica, I X , 3^{ème} édition, 1986,481p
8. DEBBASCH (C) et PONTIER (J.M) , *Introduction à la politique*, Paris,
DALLOZ , 3^{ème} édition, 1991, 421p.
9. DIVERGER (M) , *Dictature et légitimité*. Paris, PUF, 1982, 786p.
10. GAHAMA (J) , *Histoire du Burundi des origines à l'Indépendance*. Buja, UB,
1990, 149p.
11. GRIMAL (H), *La colonisation : 1919 -1963*, Paris, A. Colin, 1965, 407p.
12. GURVITCH (G), *Traité de Sociologie*, Paris , PUF, 1968, TII ; 466p.
13. HARROY (J.P), *Burundi 1955 -1962 : souvenir d'un combattant d'une
guerre perdue*, Bruxelles, Hayer, 1987, 646p.
14. JAYAT (M) , *Introduction à la sociologie*, Paris, Hachette, 2002, 109p
15. MWOROHA (E) , *Histoire du Burundi, des origines à la fin du XIX ème S*.
Paris, Hatier, 1987, 271p.

16. PERRAUDIN (J) *Chronique de l'Eglise catholique au Burundi après l'Indépendance*, Bologna, EMI , 1996 , 228p.
17. REZSOHAZY (R) , *Pour comprendre l'action et le changement politique*. Paris, Duculot, 1964, 241p.
18. SCHWARTZENBERG (R.G) , *Sociologie Politique*, Paris, Montchrestien, 1977, 692p.
19. SENARCLENS (P. de), *La politique internationale*, Paris, Armand colin , 5^{ème} édition 2007, 266p.
20. SYLLA (L), *Tribalisme et parti unique en Afrique noire*, Paris, PFNSP, 1977, 391p
21. WALLERSTEIN (I), *L'Afrique et Indépendance*, Paris, Présence Africaine, 1966, 202p.

II. MEMOIRES

1. KABANYANA (M.E), « Le discours politique de la campagne électorale de Mai 1993 et son impact socio –politique au Burundi », UB, FLSH, Mémoire , 1998, 106p.
2. MUKARABE (PC), « La notion d'Indépendance à travers les discours de commémoration de la fête de l'Indépendance au Burundi ». Bujumbura, UB, FLSH, Mémoire, 1995, 95p.
3. MUNTUNUTWIWE (J.S.), « L'Etat et les droits de l'homme : cas de la République Sud –Africaine ». Mémoire. Bujumbura, UB, FLSH, Histoire, 111p.
4. NGENAKURIYO (C), « Analyse du discours politique sur la démocratie au Burundi »: de l'injonction exogène à l'appropriation endogène. » Bujumbura, UB, FLSH, Mémoire , 2002, 109p.
5. TOYI (Oscar), « Le concept d'unité et de démocratie au Burundi sous la IIIème République ». Bujumbura, UB, FLSH, Mémoire, 1997, 125p.

III. DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPEDIES

1. Dictionnaire Universel Francophone, Paris, Hachette, 1997, 1554p
2. La Grande Encyclopédie, Paris, Librairie Larousse, 1971, 649p.
3. Nouveau Larousse Encyclopédique. Dictionnaire en 2 Volumes, Paris, Larousse, 2001, V1, 868 p.

IV. RAPPORTS ET JOURNAUX

1. « Conférence au sommet des Pays Indépendants Africains à Addis –Abéba (Mai 1963) », Paris, Présence Africaine, 1964, 261p.
2. MAYUGI (N) , « Projet de charte de l'Unité nationale. Ses présupposés, ses principes, ses conséquences. Conférence prononcée au CDB », Bujumbura, CDB, 1990, 14p
3. « Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie ». Volume 2, 1995, 49p.
4. REPUBLIQUE DU BURUNDI, CMSN, « Discours –programme du Président du CMSN et Président de la République S.E. Le Major Pierre BUYOYA », Bujumbura , Imprimerie du Parti, 1987, 48p.
- 5.« République du Burundi, Commission constitutionnelle. Rapport de la Démocratisation des Institutions et de la vie politique au Burundi ». Bujumbura,1991, 145p.
6. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Mininfo, Département de Presse. « Cinq ans de la Révolution Burundaise », Bujumbura, 1971, 54p.

ANNEXES

DISCOURS DU PRINCE Louis RWAGASORE

Chers compatriotes,

J'ai l'honneur et le plaisir de m'adresser à vous en ce moment. Le peuple Murundi vient de choisir ses dirigeants et de se prononcer sur son avenir, dans un climat de calme et de paix qui l'honorent.

Dans toute compétition fut-elle politique, il y a un gagnant et un perdant, et l'UPRONA, de par notre libre volonté, est sorti vainqueur des élections législatives et formera demain le premier gouvernement du Burundi autonome.

Mais vainqueur et perdant sont tous des Burundi, membres de la même famille nationale, enfants d'un même Mwami. Le Burundi a besoin de tous, à quelques partis politiques qu'ils appartiennent.

C'est pourquoi, mes chers compatriotes, la victoire électorale d'aujourd'hui n'est pas celle d'un parti, mais le triomphe de l'ordre, de la discipline, de la tranquillité, sans autorité forte, point de progrès. C'est aussi le triomphe de la démocratie telle que le peuple Murundi la comprend et la veut, c'est à dire la véritable justice sociale plutôt que les formes extérieures d'une démocratie de surface.

L'heure est arrivée de se pencher sur les véritables problèmes de la nation ; problèmes économiques surtout, problèmes de la terre et de l'émancipation sociale du petit peuple, problème d'enseignement et tant d'autres auxquels nous chercherons et trouverons des solutions qui nous sont propres.

Il faut surtout que tous les habitants du Burundi se sentent en paix et en sécurité, que personne ne se croie menacé et que chacun ait confiance dans la protection du Gouvernement. C'est pourquoi ce gouvernement qui sera formé bientôt aura comme premier devoir de servir sévèrement contre tout fauteur de troubles ; les irresponsables quels qu'ils soient. J'exhorte surtout plus spécialement les partisans et amis de l'UPRONA à se montrer dignes de la victoire du Parti. Les militants actifs doivent agrandir le cercle de nos amis, tendre loyalement et cordialement la main aux adversaires d'hier et non étaler de l'orgueil ou de l'insolence.

Le comité national de l'UPRONA sera sans pitié pour ceux de ses partisans qui ne respectent pas ce mot d'ordre impératif de courtoisie, de tolérance et de respect d'autrui. Car ce parti ne tolérera pas que le prestige, l'honneur et l'avenir de la patrie soient compromis par des paroles ou des gestes irréfléchis de quelques exaltés.

La campagne électorale est terminée, le passé doit être oublié et il ne faut plus penser par des paroles qu'à l'avenir qui est prometteur si nous le voulons et si nous agissons en conséquence.

Par conséquent, les hommes qui se permettent de décourager ou importuner les étrangers ou les adversaires politiques sous le prétexte de la victoire du Parti Nationaliste seront considérés comme des ennemis de la patrie et seront punis de manière exemplaire.

Aux voleurs, agresseurs et bandits de tout espèces, nous annonçons une répression énergique et impitoyable, un châtement dont ils se souviendront.

Le peuple Murundi- vient de faire son choix et nous n'avons pas le droit de le décevoir en exerçant le pouvoir qu'il nous a délégué pour assouvir nos rancœurs ou notre orgueil. Nous lui devons, au contraire, de nous servir de ce pouvoir pour rassurer tous les hommes, augmenter le nombre de nos amis et apaiser les querelles entre Barundi.

Il appartient aux partisans de l'UPRONA, les plus importants davantage encore que les plus humbles, de donner l'exemple de cette volonté de concorde, de patience et de tolérance.

Nous avons fait notre politique en acceptant davantage toutes conséquences qui en découlent, mais c'est pour servir le pays et le peuple ; le parti ne permettra pas que personne fasse dévier notre idéal et notre but.

Cette heure de la victoire du parti, fut-il le mien, je ne suis pas grisé par le succès, car pour moi et mes amis, la véritable victoire ne sera pas atteinte qu'après l'accomplissement d'une tâche difficile mais exaltante, un Burundi paisible, heureux et prospère.

Nous ouvrons nos bras à tous ceux qui veulent collaborer avec franchise et bonne foi. Nous sommes des hommes d'honneur, des hommes réfléchis et calmes, et nous voulons donner au peuple ce que nous lui avons promis.

Au peuple belge, j'ai l'honneur d'adresser un message de gratitude ; la lourde responsabilité que vous, belges, vous portiez, vous allez bientôt la transférer sur nos épaules et nous sommes conscients de nos devoirs.

Nous vous demandons de nous aider à entreprendre l'avenir avec confiance, de continuer à nous aider avec générosité, à nous guider dans le respect de notre dignité, de nos intérêts et de notre propre conception de l'intérêt national.

Nous sommes devenus des enfants libres et adultes mais nous suivons la tradition de notre peuple qui veut que les enfants restent respectueux et témoignent leur affectation. Vous nous jugerez à nos actes et votre satisfaction sera notre fierté.

Je profite de l'occasion pour remercier Monsieur l'Ambassadeur DORSINVILLE, Président de la Commission de l'organisation des Nations Unies qu'ils ont donnée au Burundi au cours de ces derniers mois qui sont déterminants pour l'avenir de notre pays.

Que Dieu nous aide et nous éclaire et que notre Mwami bien-aimé en reste longtemps encore le sage garant, le père de la nation.

Vive le Burundi !

DISCOURS PRONONCE PAR SA MAJESTE LE MWAMI A L'OCCASION
DE L'ACCESSION DU BURUNDI A L'INDEPENDANCE (1er JUILLET 1962)

Excellences,
Mesdames,
Mesdemoiselles et Messieurs,

Nous célébrons aujourd'hui la fête de l'accession du Burundi à l'Indépendance, nous nous réjouissons et nous réjouissons toujours.

Je tiens à en remercier nos éducateurs, principalement le Roi des Belges, qui, à travers son gouvernement fort et sage, désintéressé et dévoué, a conduit harmonieusement ce peuple à un stade qui fait aujourd'hui notre joie et notre fierté.

Je vous remercie également peuple Murundi pour votre calme, votre sagesse et votre discipline, votre effort déployé sans cesse pour arriver à ce jour solennel sans heurt ni violence mais dans une parfaite concorde et compréhension mutuelle. Qu'il me soit permis de rendre hommage à toutes ces personnalités religieuses et civiles qui ont voulu participer à cette grandiose fête, et à qui je demande d'être les interprètes auprès de leurs pays ou instances de mes sentiments de profonde gratitude.

En terminant ce petit mot, je lance un appel à mon gouvernement et à ces collaborateurs de poursuivre cette tâche difficile que la Belgique nous remet aujourd'hui pour créer des ressources sans lesquelles notre pays irait à sa ruine. Je veux que tous les Burundi et étrangers qui voudront collaborer avec nous, de se serrer les coudes afin que dans un effort de travail commun, nous fassions de ce Burundi un pays pacifique, laborieux, économique, prospère et parfaitement heureux.

DISCOURS PRONONCE PAR MONSIEUR André MUHIRWA, PREMIER MINISTRE DU
BURUNDI, A L'OCCASION DE L'ACCESSION DU BURUNDI A L'INDEPENDANCE
LE 1er JUILLET 1962

Sire,
Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président de l'Assemblée Législative
Messeigneurs,
Messieurs les Députés,
Messieurs les Consuls,
messieurs les Représentants de la Presse,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Ce jour à minuit, tout burundi a dû se poser cette question :
Sommes-nous le premier juillet 1962 ? Sommes-nous le jour de notre
Indépendance nationale ? Je ne saurais le croire. Je ne saurais
m'en convaincre. Et pourtant c'est vrai, nous sommes indépendants,
nous sommes devenus une Nation libre.

Au nom de mon gouvernement, je voudrais exprimer devant vous
la joie que je sens en moi et que tout burundi digne de son nom
doit sentir, en ce moment historique.

Oui, le Burundi accède à son indépendance et ce qui est plus
marquant encore, il accède à son indépendance dans le calme et la
paix. C'est grâce à la clairvoyance de notre grâce à notre sagesse
traditionnelle que nous sommes arrivés à ce résultat. Aujourd'hui
nous palpons, nous touchons de nos mains le fruit de notre labeur.
Aujourd'hui nous assistons à ce que nul autre Burundi ne pourra
contempler.

Cette indépendance, nous l'avons, mais de quoi n'avons-nous
pas souffert pour l'avoir ? Cette indépendance que nous célébrons
aujourd'hui nous a coûté cher. Elle nous a coûté Louis RWAGASORE,
un Prince, un Premier Ministre, le Fils aîné de la patrie.
C'est grâce à lui que nous sommes indépendants. Il a versé son
sang pour que le Burundi devienne libre. C'est notre héros
national, le champion de notre liberté.

C'est pourquoi en ces heures mémorables, je vous invite à
vous lever et à garder une minute de silence en son souvenir.

Quant à vous, Messieurs, les Représentants des Pays
étrangers, et vous Messieurs les Représentants de la presse
internationale, nous vous invitons à partager notre joie. Nous
vous demandons de transmettre à vos compatriotes notre message qui
est un message d'une Nation qui vient de naître.

Nous nous adressons spécialement aux pays amis, qui nous ont soutenu dans la lutte pour notre libération. A ceux-là, nous disons un grand merci. Leur soutien a été le signe de la sympathie qu'ils portent au Peuple Murundi et à l'idéal de la libération des peuples. Nous souhaitons que cette sympathie demeure et qu'elle se change en amitié. Le peuple murundi désormais indépendant, fera tout ce qu'il pourra pour que cette amitié soit réciproque.

L'affirmation de soi, la fierté de se gouverner, l'égalité d'existence sont des gages d'une bonne collaboration. Car si le Royaume du Burundi fait cette entrée triomphale dans le concert des Nations, ce n'est pas seulement pour exister comme pays totalement indépendant, se développer selon son génie propre, mais aussi et surtout apporter le passage au monde, dans une collaboration internationale. Il serait inexact de dire qu'un pays si puissant soit-il puisse vivre en vase clos au moment où tous les efforts du monde tendent à l'épanouissement des peuples dans une solidarité internationale. Le Burundi colonne vertébrale de l'Afrique placé au coeur de ce continent amène son message de paix au monde. Au moment où le monde vit dans la hantise de guerre généralisée, où certains peuples se débattent encore dans l'attente de leur indépendance, au moment dis-je, où des querelles intestines déchirent des pays naguère pacifiques, petit mais laborieux, peut servir d'exemple de concorde et d'unité nationales.

Nous l'avons prouvé dans nos élections qui se sont déroulées dans le calme le plus absolu et où le triomphe de notre parti a démontré la vanité des pêcheurs dans l'eau trouble, où le peuple Murundi a infligé un sanglant défi aux ennemis du pays et a démontré qu'un parti qui plaide pour l'indépendance nationale est celui justement qui est véritablement indépendant.

Nous l'avons lorsque, autonome en janvier dernier, le peuple a mis toute la confiance dans son équipe gouvernementale et lui a confié son sort, dans la joie et la collaboration. Nous le démontrons surtout en cet instant historique où les ennemis de la Patrie et les égarés subissent un démenti honteux, eux qui avaient prédit les apocalypses aux naïfs qui avaient bien voulu se laisser tromper. Car, chers compatriotes, il est des personnes qui ne nous pardonneront pas encore notre écrasante victoire. Elles ont propagé et propagent toujours dans certains milieux que dans le Burundi, ferme de paix, on vit dans une grande insécurité. Elles n'hésitent même pas à travestir nos paroles en nous prêtant de faux propos. Le tout dans un désir inavoué de provoquer la méfiance et de la haine entre les populations destinées à vivre ensemble.

Je m'adresse donc, en votre nom, chers compatriotes, aux étrangers vivant dans le Burundi et leur dis que cette terre est leur. Je voudrais également dire aux étrangers et je me permets d'inviter Messieurs les Représentants de la presse à vouloir bien prendre note que le Burundi ne fêtera véritablement son indépendance qu'à une date ultérieure. C'est à cette date que des Représentants des Etats étrangers seront invités à se joindre à nous pour partager et rehausser les festivités.

Quant aux quelques égarés qui rêvent de revanche dans des déclarations fanfaronnes faites à l'étranger, ou qui font des tentatives de subversions interne, je leur réponds chers compatriotes : le meilleur gendarme du Burundi, c'est vous même chers concitoyens unis derrière notre Mwami, obéissant à votre gouvernement et éclairés par notre Héros National, le Prince Louis RWAGASORE glorieusement tombé au champ d'honneur sous les balles des traîtres.

Fort de l'appui populaire, nous déclarons solennellement au monde que nous désirons collaborer avec tous. Collaboration tout d'abord avec le Belgique, débarrassé de tout complexe de dominé, le Burundi tend une main chaleureuse à la Belgique. Il adresse un salut fraternel au peuple belge que le destin a uni au nôtre.

Nous adressons un affectueux hommage à la dynastie Belge et au Roi Baudouin dont le sourire a conquis nos coeurs pour toujours

C'est aussi aujourd'hui le moment de féliciter les citoyens belges qui ont résisté au chantage, à ceux qui, parmi eux veulent nous apporter leur soutien, mon pays adresse un vif remerciement. A ceux encore en Belgique, qui désirent participer à l'édification de notre Etat, les Barundi réservent leur accueil traditionnel.

Nous sommes sûrs que la Belgique sera fière de son oeuvre post-colonial, car une amitié des peuples qui se connaissent tisse une solidarité des points de vue.

Comme l'a déclaré notre souverain, il y a deux jours, les barundi font honneur au pays et la fierté du gouvernement par cette joie communicative et ce manque d'hostilité quise lit sur chaque visage .

Rien donc ne saurait entraver les relations avec la Belgique.

Collaboration aussi avec toutes les Nations qui respecteront notre intégrité et la liberté de nos idéaux, soucieux que nous sommes de ne pas aliéner notre indépendance à ce désir de collaboration s'adresse plus spécialement à tous nos voisins avec lesquels nous voulons nouer des rapports toujours fraternels dans la solidarité africaine.

Lors de notre déclaration gouvènementale, nous avons l'occasion de leur dire plus explicitement car, le gouvernement suivra le programme tracé par notre regretté libérateur, le Prince Louis RWAGASORE.

Chers compatriotes, je ne pourrais terminer sans vous exhorter au travail acharné. Cinq million de bras sont capables de beaucoup, surtout que l'unique mobile est la construction et la solidification de son pays.

Je ne reviendrai pas sur les différents discours prononcés par sa Majesté le Mwami, lors de sa récente tournée dans les provinces. Ces discours vous retracent vos différents devoirs de citoyen. Je suis convaincu qu'ils resteront toujours gravés dans votre mémoire

Je voudrais cependant vous répéter ici que indépendants, vous ne devez pas oublier que tout progrès suppose ordre et tranquillité. C'est ainsi que le Gouvernement du Burundi promet des punitions graves à toute personne Murundi ou étrangère qui fera tout acte de nature à provoquer du trouble dans le pays.

En public comme en privé, inspirez-vous chers compatriotes, de l'immémorable parole de notre regretté et Premier Ministre, parole devenue le leitmotiv de notre vie : "Vous nous jugerez à nos actes et votre satisfaction sera notre fierté".

Peuple Murundi, en avant vers le Progrès dans l'unité nationale. Travaillez sans cesse, sans défaillir. Lutte pour garder intacte notre indépendance et que votre union autour de notre vénéré Mwami gage de notre prospérité, demeure à jamais.

Vive le Burundi indépendant
Vive le Mwami Mwambutsa IV
Vive la Belgique
Vive la solidarité africaine dans un monde pacifique

DISCOURS DE MONSIEUR GERVAIS NYANGOMA A L'OCCASION
DU 1er ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DU ROYAUME DU
BURUNDI

Monsieur Gervais NYANGOMA, chargé d'affaires ad intérim du Royaume du Burundi aux U.S.A. a fait la déclaration suivante du 1er anniversaire de l'indépendance du Royaume du Burundi.

C'est le 1er juillet 1963 que le Burundi fête le 1er anniversaire de son indépendance. Selon moi, je dis bien selon moi, et ce que j'avance ici n'engage absolument que moi-même, cette date marque la fin d'une période difficile et trouble et le début d'une nouvelle période d'espoirs pour le travail et le rapprochement des hommes.

En effet, l'année qui s'achève laisse au pays cette constatation un peu amère mais digne d'attention, que l'indépendance n'est pas une fin en soi mais un moyen mis entre les mains d'un peuple pour améliorer continuellement ses conditions d'existence. Cette année n'a pas vu notre indépendance traduite en autant d'objets de nos rêves, pain, logement, lecture, travail. Bien au contraire, elle a été parcourue d'inattendus et a donné libre cours à un climat de suspicion peu favorable au travail de construction nationale. Cependant, comme dans les pays coloniaux actuellement souverains, elle a permis au Burundi de se rendre compte que l'indépendance s'accompagne d'une nouvelle forme de pensée. Celle qui naît de la conscience de l'égalité et de la dignité humaine et qui, pour être conséquente doit être guidée par un degré élevé de conscience politique et morale de toute la population.

C'est là, certes, une expérience brève et contrariée d'une vie indépendante et, quoi qu'il en soit, elle a suffi pour que le pays opte sans remous spectaculaires pour un certain changement; un progrès. Aussi, je peux dire qu'au Burundi, l'année qui commence verra se créer un cadre social favorable au développement et se jeter les structures des bases auxquelles viendront se greffer les structures d'une économie moderne pour la réalisation des objectifs permanents de tout être humain à savoir l'amélioration continue de ses conditions d'existence.

Bien sûr et les nouveaux responsables de notre vie politique le savent fort bien la tâche n'est pas facile. Il est connu en particulier contre le développement économique de nos ressources et l'accroissement du nombre de la population, la différence est terrifiante. Si donc, l'indépendance signifie entre autres choses que le nouvel Etat prend en mains l'orientation de sa vie, il faudra adapter nos structures à cette indépendance ou d'une manière peut être plus explicite, faire de façon à utiliser le plus rationnellement possible ses ressources propres ainsi que l'aide étrangère. Cela n'est pas facile, parce que naturellement les forces du conservatisme s'opposeront aux forces du progrès.

Toutefois, je ne peux m'empêcher de dire que dorès et déjà on est résolu à lier indissolublement tous les efforts pour la réalisation des espoirs du pays. Tandis que sur le plan international tout est vu dans le respect des souverainetés respectives dans l'honneur de celui qui donne et dans l'élevation de celui qui reçoit. Cet effort d'aboutir sur le plan externe et interne a déjà son expression dans la demande que le gouvernement vient d'adresser aux Etats-Unis d'Amérique et aux Nations Unies pour créer un Institut polytechnique moderne et des besoins de pauvres. Cela, je crois, sera à l'honneur des Etats-Unis, pays où sont nées la constitution et la déclaration des droits de l'homme, pays dont les décisions et suivant la réalité quotidienne ont des répercussions dans tous les coins du monde. Cela sera également l'honneur de tous les pays qui espèrent toujours que les disparités des richesses entre les peuples peuvent encore s'atténuer grâce à la coopération internationale et ainsi avoir la paix sur terre. Cela sera enfin à notre avantage nous qui aurons contribué à l'amélioration de notre Etat en relevant notre niveau de développement technique et culturel.

DISCOURS PRONONCE PAR SON EXCELLENCE Albin NYAMOYA, PREMIER
MINISTRE DU ROYAUME DU BURUNDI A L'OCCASION DU 2e ANNIVERSAIRE
DE L'INDEPENDANCE

Monsieur le Maréchal de la Cour du Roi
Monsieur le Président
Messeigneurs
Excellences Messieurs les Ministres
Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique et Consulaire
Messieurs les Membres du Parlement
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Aujourd'hui, l'occasion nous est donnée de revivre l'atmosphère d'il y a deux ans, lorsque le Royaume du Burundi a conquis paisiblement le titre des Nations souveraines. Tout citoyen est conscient de la signification de ce jour mémorable où le Burundi en passant par des situations parfois pénibles, est sorti victorieux. Peut-être que nous ne réalisons pas assez la portée, le sens de la Nation libre. Il ne nous est pas permis de confondre la liberté et le laisser-aller caractérisé par un manque de discipline et d'idéologie. La liberté suppose la paix, le travail et le progrès. Sous ce signe, tous les citoyens ont droit d'utiliser leur capacité intellectuelle, physique et morale, pour le maximum de leur développement et celui de leurs semblables. La liberté c'est aussi une option entre le progrès et la stagnation, parce que l'on ne peut prétendre à cette qualité sans s'accorder à cette possibilité de tout homme de jouir du maximum de son épanouissement dans une communauté très large de la solidarité internationale.

Le Burundi d'avant la période coloniale a construit, son unité, en réalisant un Royaume bien organisé grâce à la clairvoyance de ses monarques et des collaborateurs de ceux-ci.

Cependant, le manque de contact avec le monde extérieur a été le grand élément qui distingue cette période de celle au cours de laquelle notre pays a pu comparer les valeurs de l'étranger des valeurs purement africaines. De cette comparaison, le peuple burundi a fait un choix et transformé certaines structures qui au cours de l'histoire se sont révélées incompatibles avec les réalités du moment. Des formes traditionnelles nous avons hérité progressivement des structures démocratiques, du droit coutumier, nous sommes passés au droit écrit compatible avec les institutions nouvelles. C'est par ces changements joignant notre désir d'auto-détermination que le Burundi conduit par sa Majesté le Mwami Mwambutsa IV, a traversé victorieux l'étape difficile de la conquête de l'indépendance. Maintenant nous pouvons nous féliciter d'avoir franchi avec fermeté cette période de combat qui a abouti à faire de notre pays une nation pilote.

Notre situation géographique est favorable au rayonnement de notre mission de défendre à tout prix le peuple africain, afin qu'on ne parle plus d'une Afrique française, anglaise, belge, espagnole, portugaise ou américaine. Depuis bientôt longtemps le Burundi a conservé son unité grâce à la maturité politique de son peuple, à la volonté éclairée de ses dirigeants. L'heure est venue d'organiser le pays sur des bases nouvelles la même volonté s'est manifestée avec plus de conscience de s'atteler à l'oeuvre de la reconstruction nationale.

Les responsables du pouvoir public, doivent se féliciter du fait qu'au moment difficile de l'histoire de notre pays, le peuple burundais a été le premier à comprendre et choisir la voie la plus sûre du progrès.

Vous vous souviendrez encore du moment où la population entière a été sollicitée aux fins de se prononcer d'une manière décisive, sur la ligne de conduite du futur gouvernement du Burundi souverain.

Nous avons constaté avec satisfaction que le peuple burundais a très bien choisi, qu'entre la discorde n'a préféré la paix, l'unité dans le progrès. Telles étaient et restent les principes moyens de "UPRONA", parti politique que le Prince Louis RWAGASORE nous a légué.

Ce serait manquer à nos engagements d'après avoir soutenu avec courage la lutte pour l'indépendance, nous nous écartions de la voie que notre guide éclairé avait voulu imprimer à notre idéologie politique. C'est dans ces termes que le Prince Louis RWAGASORE a exprimé la victoire de l'UPRONA au lendemain de la consultation populaire. "C'est pourquoi mes chers compatriotes, la victoire électorale d'aujourd'hui n'est pas celle d'un parti, mais le triomphe de l'ordre, de la discipline, de la paix et de la tranquillité publique".

Chers compatriotes, nous avons vécu ce climat d'allégresse où tout citoyen était prêt à désavouer toute action visant à menacer l'ordre public. faut-il évoquer ici le juste châtement infligé aux coupables d'un acte ignoble constituant la page noire de l'histoire de notre pays. Il faut dire qu'aucun signe de découragement n'a été remarqué parmi les admirateurs fidèle à la juste cause et qui par conséquent continuent sans relâche l'oeuvre restée inachevée de notre regretté Prince RWAGASORE. Dans un climat de confiance en ses élus, la population a partagé l'indignation de la disparition de ce grand leader, mais plus encore, animée d'un élan de progrès, elle a raffermi son adhésion à l'héritage du grand défenseur de la liberté.

Responsable de la chose publique, sommes-nous dignes de cette confiance que le peuple a mise en nous ? Lorsqu'elle s'est choisi ses dirigeants, elle s'était par conséquent prononcée sur son avenir. Aussi devons-nous honorer nos engagements ? Que ce jour que nous commémorons mérite sa juste valeur de date de libération de la domination étrangère. Il ne faut pas que cette libération corresponde à une période de néocolonialisme, où les intérêts des puissances étrangères aient une priorité sur les intérêts de la Nation.

De l'évolution de l'émancipation populaire, nous avons relevé cette unanimité sur le principe de l'auto-détermination en respectant intégralement les principes énoncés par feu le Prince Louis RWAGASORE.

Il serait une malhonnêteté injustifiable de s'abriter derrière le non du Prine RWAGASORE et se livrer en même temps à une campagne destructive, qui par conséquent est contraire à l'idéologie du grand leader de l'UPRONA.

Il faut surtout que tous les habitants du Burundi se sentent en paix et en sécurité, que personne ne se croie menacé et que chacun ait confiance dans la protection du gouvernement. C'est pourquoi ce gouvernement qui sera formé bientôt aura comme premier devoir de sevir sévèrement contre tout fauteur de troubles, les irresponsables quels qu'ils soient.

Telles sont encore les paroles prononcées par le Chef de notre Parti quelques jours avant sa mort. Cela montre qu'après avoir installé des institutions démocratiques par voie d'élection, il nous a été confié la tâche difficile de garantir la paix à tous les habitants de ce beau pays. C'est pourquoi le gouvernement conscient de ses responsabilités tient à préciser que tout fauteur de troubles sera sévèrement puni. En aucun cas, il ne sera toléré toute tendance à vouloir utiliser les moyens illégaux pour saper le pouvoir établi.

MICHEL MICOMBERO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
A L'OCCASION DU VI^e ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE
LE 1^{er} JUILLET 1968.-

Excellences,
Chers Compatriotes,

Il y a six ans aujourd'hui, le peuple Burundi arrachait son indépendance des mains de ceux qui l'avaient asservi, humilié et exploité pendant un demi-siècle. Ce fut une belle victoire, remportée après une longue et difficile lutte, après des sacrifices innombrables. Ce noble combat a eu ses combattants glorieux qui, grâce à leur génie et à leur courageuse détermination, ont su rendre au vaillant peuple du BURUNDI, sa dignité et sa place parmi les Nations libres.

Chers Compatriotes, on ne peut pas parler de la journée radieuse et grandiose du 1^{er} juillet, sans évoquer le souvenir le plus précieux, le plus cher à tous les Burundi et à tous les hommes qui aiment notre pays ; on ne peut pas taire le plus grand nom de notre histoire nationale le prestigieux Prince Louis RWACASORE, le grand héros de notre indépendance. C'est lui qui a frayé au Burundi la voie de l'Unité, de la Paix et du Progrès. C'est lui qui nous a montré le chemin de la voie en nous tirant des ténèbres de l'esclavage. C'est lui enfin qui, a incarné la conscience nationale, les valeurs de notre civilisation, non pas pour les fossiliser mais pour leur insuffler une force nouvelle, un élan plus vigoureux, susceptible de soutenir notre effort dans la bataille pour notre libération.

Applaudissez ce grand révolutionnaire je vous le demande, et recueillons-nous une minute pour honorer sa mémoire. Je vous demande également à tous et toutes de lui faire, dans le respect et l'amour que vous lui devez un serment de fidélité ; fidélité à son oeuvre gigantesque, à son idéal révolutionnaire ; fidélité à la mission sacrée qu'il nous a léguée. Je vous le demande, chers amis, parce que je sais que certains ont trahi sa noble cause. En effet, après l'ignoble et lâche assassinat du 13 Octobre 1961, perpétré par les ennemis de notre Cher Peuple, tous les politiciens sans envergure et sans idéal, tous les hommes nés pas des mobiles inavouables, tous ceux que la pensée rayonnante de notre guide avait aveuglés par sa pureté et paralysés par sa puissance, tous ceux-là sont sortis de leur cachette pour briser l'effort populaire vers son émancipation. Certains ont brandi les mornes drapeaux du racisme et du tribalisme d'autres ont intrigué en silence en vue de spolier l'Etat pour leurs intérêts personnels, d'autres enfin complotaient sourdement en vue de semer le trouble et la confusion dans les rangs de notre Parti d'avant-garde. Et toute cette clique de renégats était couverte par un régime décadent et des institutions statiques rongées par le virus de l'égoïsme et de la corruption.

.../...

son appui dans l'alliance criminelle qu'elle avait contractée avec les puissances impérialistes.

Nous savons à présent que nous n'avons rien retiré de ces années sombres, sinon la dépendance économique et politique, les assassinats impunis de nos hommes d'Etat ; le pillage systématique des deniers publics et des richesses nationales. Rien que la honte et la pauvreté. Devant ces vicissitudes, ces provocations, devant ces forces occultes et anti-progressistes, le peuple a compris qu'on lui avait volé son indépendance si difficilement conquise. Quand la monarchie rétrograde vacillait sur ses bases séculaires, le Burundi était gros d'une révolution populaire. Le 28 novembre 1966, les conditions objectives et subjectives étaient réunies pour le grand bouleversement salutaire. Ce jour là, tous les Burundi, unis comme un seul homme par le feu sacré de la révolution, ont fait une marche impétueuse et victorieuse sur le vieux régime. La République était née dans la paix; l'indépendance nationale était reconquise. Vivo l'indépendance ! Vive ce vaillant peuple qui a su mener une lutte juste en vue de réintégrer ses droits sacrés.

Chers Compatriotes, à partir de la date mémorable du 28 novembre 1966, le Burundi s'est engagé résolument sur la voie de l'indépendance qui est celle du progrès et du bonheur. A présent nous avons en mains les leviers de commande de notre destin. C'est la dignité nationale recouvrée, c'est le peuple burundi réconcilié avec lui-même, et avec ses dirigeants, c'est la paix, le progrès et l'unité. Mais ici je demande à tous et à chacun de faire un effort de réflexion pour donner à notre indépendance ses vraies dimensions, je demande à chacun de se sentir concerné par elle.

Il y a une année, à la même occasion, je vous disais que la reconstruction du Pays n'est pas et ne doit pas être affaire du gouvernement seul. J'ajoutais que nous devons compter d'abord sur nos propres forces. Aujourd'hui, je réitère mes propos, et je m'adresse à chaque citoyen et à tous nos hôtes étrangers, pour qu'ils comprennent que l'édification d'un Burundi prospère exige leur part de contribution. Chacun au niveau de ses responsabilités doit participer à l'oeuvre de reconstruction nationale. Nous formons chers frères une grande famille, mobilisée pour les mêmes idéaux, aspirants aux mêmes valeurs; il serait par conséquent contraire à l'intérêt collectif de disperser nos énergies en de petits groupuscules centrifuges et sectaires.

.../...

Unissons nos efforts pour le travail productif ; menons la guerre la plus impitoyable contre la pauvreté et le sous-développement, assurons une production continue et croissante de nos biens de consommation. Voilà les seules conditions pour une indépendance véritable, l'indépendance économique. Celle-ci n'est possible qu'avec une prise de conscience politique des larges masses, une volonté générale de s'émanciper du joug impérialiste, une détermination dans la pratique révolutionnaire.

Chers frères et vous mes sœurs, pour réussir cette tâche colossale, nous avons doté notre pays d'une institution révolutionnaire, guide sûr dans nos recherches théoriques et dans nos réalisations pratiques. C'est le Parti UPRONA, un parti du type nouveau, que nous avons réorganisé sur des bases révolutionnaires. Nous l'avons purifié du dedans, en lui imprimant un esprit de combattant d'avant-garde, en le confiant à des hommes intègres et dévoués. Il est devenu le noyau dirigeant de notre révolution, la source d'inspiration de notre action révolutionnaire, le cerveau d'où émanent toutes nos décisions politiques. Lui-même puise sa force dans les principes révolutionnaires consignés dans sa charte, trouve son assurance dans l'expérience déjà longue qu'il a vécu, sa détermination dans la fidélité à l'idéal révolutionnaire.

Citoyen, citoyenne, dans le combat implacable que nous menons pour faire aboutir notre révolution, pour sauvegarder notre indépendance, je vous engage à suivre scrupuleusement les consignes de notre parti.

Nous admettons certes le principe du centralisme démocratique. Nous savons qu'avant toute décision importante, il faut assurer de larges débats au sein même du Parti, nous sommes même convaincus que c'est là, une preuve de sa propre vie. Mais d'autre part, la discipline reste notre souci majeur dans le fonctionnement des institutions publiques. Une fois qu'une tendance générale s'est dégagée à propos d'une question donnée, une fois que cette tendance est consacrée par un vote représentatif, la discipline exige le ralliement de toutes les forces pour la mettre en application.

Votre attention doit être sensibilisée sur 2 aspects de ce principe : d'une part, il est permis à chacun d'exposer librement son point de vue au sein des réunions du Parti. Cela constitue une véritable source de richesse, mais d'autre part, il n'est permis à personne de saboter les décisions démocratiques du Parti sous peine de l'exposer à des conséquences graves. Et ici, j'engage le Parti et tous ses membres, j'engage tout le peuple murundi à lutter contre toute force subversive, contre toute forme d'opportunisme et de sectarisme qui sape l'unité nationale, je vous engage tous à démasquer le déviationnisme, de la combattre et de l'anéantir.

Des ennemis se cachent encore dans nos rangs: des monarchistes, des racistes, des tribalistes, des réactionnaires de tout acabit attendent notre faiblesse pour nous abattre. Prenons l'initiative du combat, frasons l'ennemi avant qu'il ne prenne les armes, c'est un devoir pour chacun d'entre nous.

Et surtout vous jeunes paysans, jeunes ouvriers, jeunes intellectuels, vous dont l'enthousiasme révolutionnaire est le garant de toute évolution, vous que la pureté de conscience garde en dehors de toute compromission traîtresse, vous qui ne croyez qu'en la foi dans l'idéal, qui ne reconnaissez que les grandes valeurs morales, rassemblez vos énergies, mettez votre vitalité au service de la Nation, insufflez votre fougue et votre générosité aux tièdes et aux indécis, participez à la grande révolution du 28 novembre.

Vous représentez la force montante de notre pays, vous devez en être conscients et contribuer efficacement à l'édification d'une société nouvelle qui sera la vôtre. Vous devez défendre VOTRE indépendance.

Chers frères, tout ce que je vous ai dit me tient à cœur. Aussi, mon désir le plus profond est que vous partagiez tous mes sentiments. Craignons ensemble la réussite de la Révolution, la paix et l'unité retrouvés, pour le progrès de notre peuple, l'Indépendance du Burundi et de l'Afrique. Réalisons ensemble nos ambitions légitimes, notre idéal révolutionnaire.

VIVE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.
VIVE L'INDEPENDANCE NATIONALE.

IJAMBO PREZIDA BAGAZA YASHIKIRIJE ABARUNDI
 AHO TWAHIMBAZA INYAKA 25 TWARI TUMAZE TWIKUKIYE

Abadasigana, Rwaruka,

Ku wa mbere Mutukano 1977

Hari hameze guhya mu 1962 aho Uburundi bwiyaga intsinzi bukama-
 nura ibendera rya kavamahanga bukuriza rwacu. Ni ukuvuga rero ko Ubu-
 rundi bumaze imyaka 25 bwikukiye, buramaze imyaka 25 buramutswa izina
 ryabwo, imyaka 25 buyarwa mu makungu kandi aribwo bwitunganiriza ivyabwo.

Twovuga rero yuko ubu Uburundi buzeze mu bigero ariko twibutse
 ivyariho muri nyacyi, intaha y'ukwikukira twayironse mu magame. Iyo
 nataba Abarundi bumutima bari bazi y'uko akagukye bagumako n'ubu iyo
 ntahe ntibura turayiramutswa. Ikimenyamenya ni uko hakiri ibihugu binini
 kufurusha bikiri mu bukoroni, ariko Abarundi n'Abarundikazi bahurikiye
 mu Mugambwe w'Abadasigana bararaye rubunda baragwanya ba kavamahanga
 bari bahendesheje amaronko.

Bakababariya yuko hataragera ko twishira tukizana. Bamwe muri bo
 hari abakiriho abandi baritavye umuremyi. Bari barataye ingo zabo,
 barembarwa, barangarwa kubera ko bashakaga kwiyamiriza intwari y'agahoto-
 ro yari ihari, bashakaga yuko Abarundi n'Uburundi babo bagira agateka
 ka muntu.

Aho turonkeye iyo ntahe y'ukwikukira si bese bacye bumva akamaro
 kayo. Twovuga ko abawuvuka ngo aze yuzura ingoyi ariko twobamenyesha
 ko abatari bako ntibacye babona akamaro k'iyi ntahe, biyumvira yuko
 ugutwara, cane cane abari ku butegetsi kwari ugusubira mu kibanza
 c'abazungu bakagira uko abazungu bakora.

Ni ukuvuga gucinyiza abanyagihugu. Ivyo rero biragorana, ariko igi-
 hugu kiguma gifashe kiguma gifashe ubumwe. Ibigora biguma bigoranye,
 eka noneho biramera nabi. Ni naco gituma mu nyaka ya mbere muri iyi
 mirongo ibiri n'itaru tumaze yanywe irimwo intwari n'umuryano w'abonse
 rimwe. Uwo mudugarero wari wakwiye mu ntara zose z'Uburundi waterwa
 n'abatwara muri icyo gihe biyumvira ko ukwikukira ari ugusubira ba
 kavamahanga gusa nk'uko nabivuze, cane cane mu kwiyumvira kugwize ama-
 ronko.

Mu kugirango rero ivyo vyose bishoboke bama bitwaza amacakubiri
 afatiye ku bintu bidashoboka, ngo iyo umuntu aya, aho avuka. N'abari
 kera, ubu n'ahazozwa kw'isi yose ntawumenya iyo avuka. Ivyo rero ba-
 kabigira kandi bazozwa n'abahora badutegeka.

Ni co gituma aho mu gihe ibintu bigoraniye, Republika ya kabiri,
 kuwamburira Munyonyo 1976, niho yagarukira iyi ntahe mubona dufise, izindi
 ntware zari ziriko ziranjanywako, ikagarukana umutekano, ikagarukana
 ubumwe n'amahoro eka ikagarukana umugisha mu gihugu.

Ni co gituma uno munsu, umwe wese aho ari yokwiyumvira icyo yamariye
 igihugu ciwe kuva imyaka mirongo ibiri n'itaru ^{itanywe} ~~inze~~. Umurundi wese ya-
 rakwiye gusubira kuraba icyo yaterereye mu kwubaka igihugu aciwe ari
 ivyiyumviro vyiza, ari imigambi myiza canke ari umwimbu mwinshi. Aho
 niho umwe ^{umwe} wese twoca dufata imigambi y'ingene twokwama dutsimba-

ryo ibanga rya mbere rishinzwe umunyagihugu wese ni ugushishikara umutekano, ni ugushigikira ubumwe bw'Abarundi. Niyo ntsinzi y'izindi ntsinzi, ni ryo goko ry'ayandi majambere.

Iyo hagize umwe n'iyi yoba ari mutoyi aducumwo agahungabanya umubano mwiza, agahungabanya amahoro meza, ntawusubira gukutsa umutima wo gusohora isuka. Kanatsinda ntawoja kurima atazi ko azokwimbura. Ni co gituma aho Abarundi basubirije umutima mu nda kuva aho haziye intwari bizigiye, intwari bo nyene bigira inama bakitorera ababarongoye, bakitorera mbere n'ingene barongorwa iterambere ryacye riyongera mu gihugu cose, imigambi nyakuri y'ukwunganira abanyagihugu igaca iguma ukurikizwa.

Republika ya kabiri niyo yaje gutsimbataza iyo ntaha y'ukwikukira kuko niyo yazanye ivyiyuaviro vyiza bikwiye, yagarukanye ubumwe, none tumaze inyaka cumi n'umwe Abarundi bose bakwirikiza ivyo vyiyuaviro vyiza kandi bamereye neza mu ngo zabo mu mahoro. Eka nta n'umwe atovuye yuko atunganiwe. Ico twokwemera ko kikirira mu gihugu kandi kibangamye abaturanyi bake ni ubukene. Ariko naho nyene murabizi, twarabigiyeye inama turabifitiye imigambi. [Aho rero Republika ya kabiri iziye intambwe nini yarashitse mu gashyamba intaha y'ukwikukira. Mu maguru nashya twacye dukura ivyari bibangamiye umubano mwiza bababanyeye ubugererwa n'ubugabire, dukura makori n'abaturanyi etari etari agakwiye, kunagura Umugambwe wacu waduhaye intaha y'ukwikukira: Umugambwe w'Abadashigana, gutsimbataza intwari rusangi yatumye mwebwe nyene, mwiyezereza ibwirizwa-shingiro; ni ryo ryerekana ingene Uburundi butwarwa, ingene Uburundi bwigenga. [Mugatora mwebwe nyene Umukuru w'igihugu kuko munwizigiye kugirango abarongoye, mugatora Inama nshingamateka kugirango imufashe kubarongora, murabizi umutwe umwe ntiwigira ingingo. Murabona ko atakindi Republika ya kabiri yarondera atari uko Umurundi wese yumva ko ubu kavantara, umuzungu canke naho yoba Umurundi ata n'umwe agihonyora ku gashamba.

Aho rero bagifise agatima ko kurya bene wabo kuko bitwaza agahoto-ro bisunze aho umuntu aya canke avuka canke bashaka gutera umudugararo mu gihugu ngo bisunze amadini akomeye cane afashwa n'abazungu bafise ububasha buhambaye, ni bateshwe bateshwe mu kirundi bama babivuye. Ni babonereho uno muni akaryo ko kwisuzuma, bihanure kuko ni bo batuma ba kavantara baronka uburyo bwo gusubira kwime, bakaduca mu myanya y'intoze, bakaduca mu ryahumye, bagashobora no kudushyamba mu bukoroni. Murazi rero y'uko ukwibwira umubano aya kindi barote atari uko dukumwemo ngo basubira baze kudutwara, basubira baze kuducura bufuni na buhoro.

Ikindi Umurundi wese akwiye kwihweza ni ingene muri ino myaka yaranguye umurimo wiwe, ingene yashirutse ubute mu gutera agacumu k'ubumwe ngo igihugu gire imbere. Musanzwe ari ivyo muzi mwanshi mwaravyibonye muri ibi dufise ubu intwari y'abanyamahanga yasize bike. Kukaba nkako nticari igihugu cabo, can'igihugu c'ugukokora,

~~c'ugukuramwo itunga, c'ugukuramwo itunga~~ ibindi bagasesa.

Muri iyi myaka rero abanyagihugu bariyungunganije bararangura ibikorwa bishimishije, igihugu cacu ubu kirifashe, gifise ibipfugurwa bikwiye, gifise amaberabara ashika mu ntara zose. Gifise umutima mwiza, gishobora kurera abana baco mu masomero twiyubakiye mu buryo bushobowe. Ubu amazu yubavuzi akwiye hose, imigambi yo gukwiya amazi meza hose irabandanya, uburaro bwiza buri mu migambi yacu.

Iyo ni yo migambi Reta ifise, ni yo migambi Umugambwe wadushikiriye. Ni naco twokwama dusubira kwiyumvira uko igihe kigeze, ingene natwe tworusha uko twahora kugira duterere agacumu k'ubumwe igihugu cacu, uko Uburundi buzoguma bushira imbere.

Uwo wese abona ko ahora adohoka ku kivi, uwo ahora ata urwangara mu mabanga yashinzwe, uwo afise akaboko karekare acipfuza gusahura itunga rya Reta, eka uwo wese acibaza ko akazi k'ibuzungu kica uwicaye harageze ko yisubirako.

Inderamaboko ni ebansi b'ukwikukira nyekuri. Ibinebwe bisubiza igihugu cacu mu minwe y'abo twiganzuye kuwambere mu kugakara 1962. Uwutigaburira ntivyigaba, nawe uwama azera inze ntaramutswa urwiwe. Ivyo, Barundi Barundikazi nimubishire ku mutima.

Uyu munsi twigina intsinsi yacu, nitworangiza tutifataniye na bo wacu bakiri mu ntware y'akaronganyo muri Afrika y'epfo nshandi. Tukemera yuko tuzobashigikira kugirango nabo bakomeze intahe y'ukwikukira. Afrika yose nibafate mu mugongo.

Nderiye nsubiye kubifuriza umunsi mwiza muhire, mu makomine yanyu mu ntara zanyu, tuzo dushikire iyindi myaka 25 twaratsimbataje intahe igumye. Amajambere nayo agwanye asagarara mu gihugu cose.

NI MUGIRE AMAHORO.-

1er JUILLET 1991

Messieurs les Membres du Comité Central du Parti UPRONA,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames Messieurs les Chefs des Missions Diplomatiques et Consulaires

et Représentants des Organisations Internationales,

Mesdames,

Messieurs,

Nous sommes encore une fois rassemblés en ces lieux pour célébrer dans la joie, le 29e anniversaire de notre indépendance. C'est en effet en cette date inoubliable du 1er juillet 1962 que le Burundi a recouvré de haute lutte sa souveraineté. Nous voudrions dès lors féliciter tous ceux qui ont répondu aux manifestations organisées ici à la capitale, dans les provinces, à travers toutes les Communes et féliciter tout le peuple burundais qui fête dans l'allégresse sa victoire.

Mesdames,

Messieurs,

Depuis 29 ans, les couleurs nationales flottent sur tout le territoire et même à l'extérieur. L'hymne national retentit quotidiennement. Depuis 29 ans, le peuple burundais a recouvré sa dignité ; a recouvré sa responsabilité sur les affaires de la nation ; il a recouvré sa place dans la communauté internationale.

Nous commémorons donc aujourd'hui une date importante dans la vie de notre pays, une date décisive à laquelle le Burundi a remporté la victoire la plus éclatante. A un tel anniversaire, il sied de revenir sur la signification de notre indépendance. Nous voudrions surtout rappeler à l'intention de la jeunesse, la détermination avec laquelle le peuple burundais a lutté. En effet, l'indépendance a marqué la fin de subjugation et de l'exploitation caractéristiques de l'administration coloniale, chez nous comme ailleurs dans le monde. Avec l'indépendance les Burundais ont recouvré l'autodétermination.

C'est grace à l'indépendance que le peuple burundais gère les affaires de la nation dans la justice, à la recherche du développement de tous sans exclusion.

C'est donc cela la signification de l'indépendance. C'est tous ces bienfaits que l'indépendance apporte. Mais ce qu'il faut rappeler, surtout à l'attention de la jeunesse, c'est que la lutte pour l'indépendance a été âpre. Le chemin vers l'indépendance était difficile, parsemé d'embûches. Des Burundais ont été combattus sans pitié ; beaucoup ont pris le chemin de l'exil ; d'autres ont été emprisonnés ; les travailleurs ont été traumatisés, tous parce qu'ils luttait pour l'indépendance. Malgré toutes ces difficultés, ils n'ont pas désespéré. Ils ont continué la lutte et ils ont remporté la victoire parce qu'ils se battaient pour la juste cause. Ils ont remporté la victoire parce qu'ils étaient unis et confiants en eux-mêmes. Les Bahutu, les Batutsi, les Batwa, les travailleurs, les paysans, les femmes, la jeunesse, tous étaient animés de la même détermination : reconquérir leur souveraineté.

Sous la direction clairvoyante du Prince Louis RWAGASORE, rassemblés au sein du Parti UPRONA, ils ont montré leur bravoure et leur dynamisme ; ils se sont totalement investis jusqu'à la victoire. Cette victoire que le peuple Burundais commémore aujourd'hui, nous la devons à nos aînés. Ils ont sacrifié leur vie. Ils ont sacrifié leur jeunesse ; ils ont offert leurs biens pour faire triompher leur cause.

La victoire du 1er juillet 1962 est donc une victoire de tous les Burundais ; c'est la victoire de l'unité et de la concorde nationale ; c'est une victoire inoubliable. L'anniversaire de cette victoire nous appellera la bravoure qui a caractérisé les combattants de l'indépendance. C'est une victoire que nous devons défendre, sinon elle pourrait nous échapper.

Mesdames,
Messieurs,

Le peuple burundais a accédé à son indépendance parce qu'il était uni ; parce qu'il vivait l'unité ; parce qu'il avait refusé d'emprunter la voie de la division.

Aujourd'hui encore, l'unité nationale est un préalable à la consolidation de l'indépendance. Si l'unité est menacée, l'indépendance est mise en cause. Si le peuple burundais venait à perdre son unité, l'indépendance de notre pays perdrait ses racines, les Burundais perdraient la victoire et retomberaient sous la domination.

Depuis l'avènement de la IIIe République, l'unité est au centre des préoccupations des Burundais, car elle constitue un préalable à toute entreprise. Si l'unité est consolidée, l'indépendance le sera.

Cet anniversaire intervient alors que le Burundi vient de franchir une étape importante dans la consolidation de l'unité nationale. Il arrive alors que les Burundais viennent de remporter une nouvelle victoire en adoptant le 5 février 1991, la Charte de l'unité nationale.

Cette nouvelle victoire, nous la devons aux nombreux Burundais engagés pour la cause de l'unité, aux nombreux Burundais qui à jamais ont rejeté la division.

Cette victoire, nous devons la sauvegarder, nous devons la défendre, nous devons nous battre pour elle.

En effet les ennemis de l'unité existent et ils voudraient à présent nous plonger dans les arcanes de la division.

Ce sont précisément ceux qui ne veulent pas s'élever au-dessus du sectarisme ethnique ou régional et penser dans l'intérêt de tous les Burundais. Mais pour des intérêts basement matériels, ils prêchent la haine, l'exclusion, la violence, l'extermination. Vous les connaissez. Leurs écrits ne prêchent que la destruction, le désordre et les massacres.

Vous les avez entendus parler. Les uns s'expriment de façon ouverte ; les autres en mots couverts. Mais ils ne sont différents que par le style. Tous ne prêchent que la division. Ils opèrent de nuit pour distribuer des tracts, invitant la population à la rébellion, à l'anarchie. Leur objectif est la destruction de l'unité. Tous les prétextes sont bons pour eux : les mesures du Gouvernement ou d'autres autorités, l'exécution des programmes en cours etc... Ils sont toujours aux aguets pour troubler la paix et la tranquillité de la population.

Tous les Burundais devraient comprendre que pareils individus ont pour but que de nous faire perdre notre indépendance. En effet sans l'unité l'indépendance est remise en cause.

Vous l'avez déjà vu ou entendu. Des pays caractérisés par la division et le désordre ont dû faire appel aux étrangers pour rétablir l'ordre, régler les problèmes internes, habiller et nourrir les citoyens. Dans ces circonstances, qu'est-ce qui reste de l'indépendance et de la dignité d'un peuple ?

Voilà où veulent nous mener les divisionnistes.

Ils se cachent derrière les ethnies qu'ils prétendent même défendre.

Mais il faut savoir qu'ils ne cherchent le bien d'aucun Burundais. Ils ne veulent ni le bien des Bahutu, ni le bien des Batutsi, ni celui des Batwa. La démarche ethniste qu'ils empruntent n'a d'autre but de faire de l'ethnie un outil qui leur permettra d'assouvir leurs ambitions matérielles.

Tous les Burundais devraient en être conscients, pour que demain ils ne regrettent pas.

Un Burundais responsable ne peut jamais entreprendre une croisade contre la souveraineté et l'unité.

C'est ce que les Burundais ont catégoriquement refusé lorsque, rassemblés au sein du Parti UPRONA, ils ont lutté pour l'indépendance. Ils ont remporté cette victoire et ne permettront à personne de la leur ravir.

C'est aussi ce que le peuple burundais a rejeté le 5 février de cette année lorsque il a adopté la Charte de son unité. Il ne pourrait plus permettre à personne de porter atteinte à son unité.

Non seulement tout Burundais s'est engagé à rejeter la division, à banir tout comportement de nature à compromettre la paix et la tranquillité, mais aussi il s'est engagé à se comporter dans l'esprit d'unité et à défendre l'unité.

Aussi nombreux vous avez été à voter pour l'unité, aussi nombreux vous devez paraître et combattre énergiquement les messages de la division. Vous devez systématiquement détruire leurs enseignements clandestins et démonter la rumeur. Vous êtes les plus nombreux ; vous vous battez pour une juste cause ; vous devez les remettre à leur place.

La consolidation de l'unité est le véritable chemin vers la consolidation de l'indépendance. C'est le noble combat auquel nous avons invité tous les Burundais, vivant à l'intérieur comme à l'extérieur.

Nous vous invitons tous à maintenir le cap dans le combat contre les divisions de tous genres. C'est à ce prix que notre indépendance sera sans cesse consolidée.

Mesdames,
Messieurs,

Nous avons remporté la victoire de l'indépendance le 1er juillet 1962. Nous venons de remporter le 5 février 1991 une victoire dans la consolidation de l'unité, nous devons aussi remporter celle de la démocratie.

Le thème de la démocratie est d'actualité dans le monde, en Afrique et chez nous. Au Burundi elle s'inscrit dans le cadre de l'indépendance qui donne droit au chapitre à tous les citoyens dans la gestion de leur pays.

La démocratie va de pair avec le projet d'unité nationale dont la Charte prône la participation de tous les Burundais à la gestion de leur pays.

La démocratie peut s'exercer aussi bien dans le système multipartiste que dans le monopartisme. Notre position est connue. Si le peuple juge bon que la démocratie s'exercera mieux dans le multipartisme les partis politiques seront créés et s'il estime que la démocratie peut s'exercer dans un parti unique nous respecterons son choix. Les débats sur la démocratie sont déjà ouverts. Et notre démarche n'a pas varié, c'est celle du dialogue et de la concertation. La procédure adoptée lors de l'étude de la question de l'unité nationale sera empruntée. En effet, la Commission constitutionnelle travaille sans relâche pour nous remettre le rapport dans les délais convenus. Parallèlement, des débats sur la même question sont organisés à travers tout le pays. Beaucoup de Burundais y ont déjà participé et se sont exprimés sur la nature de la démocratie qui convient au Burundi. La démocratie souhaitée viendra renforcer l'unité nationale, viendra combattre toute forme de division ; viendra promouvoir le développement pour tous, promouvoir et défendre les droits de l'homme.

Comme nous l'avons promis, les Burundais s'exprimeront sur cette question et nous prendrons une décision consensuelle.

Notre démarche dans l'étude des grands programmes nationaux est une véritable démarche démocratique. La démocratie n'est donc pas une nouveauté chez nous. Nous l'avons déjà démontré par la pratique.

Nous lançons un appel à tous les Burundais, hommes, femmes, travailleurs, jeunes, de lutter pour la démocratie responsable : celle qui renforce l'indépendance et l'unité nationale ainsi que celle qui assure le développement.

Nous les invitons à lutter contre la pseudo-démocratie fondée sur les divisions ethniques.

Nous leur lançons un vibrant appel pour lutter acharnement contre les partis divisionnistes à caractère ethnique, régional ou religieux et ce conformément au prescrit de la Charte de l'unité nationale. La Charte de l'unité nationale exclue en effet tout parti divisionniste.

Nous lançons le même appel à tous les Burundais de rejeter la pseudo-démocratie, qui incite la population à la désobéissance civile, à la violence et au désordre.

Il y a ici chez nous des gens qui confondent la démocratie et l'anarchie. Tout dernièrement, vous l'avez constaté. Passant outre le principe du dialogue et de la concertation, des individus ont investi les routes et se sont livrés à des actes de vandalisme. Ceux-là et surtout leurs commanditaires ne comprennent pas du tout ce qu'est la démocratie et surtout celle dont les Burundais ont besoin.

Le pillage, la destruction systématique des biens, la violation des droits de l'homme, est-ce cela la démocratie qu'ils proposent ?

Nous invitons tous les Burundais à plus de vigilance parce que les mêmes gens pourront se servir de divers prétextes pour inciter les paisibles citoyens au désordre.

Les Burundais doivent faire une bonne lecture des conseils ou des enseignements leurs donnés avant d'adhérer à une cause. Ils doivent différencier ceux qui leur veulent du bien de ceux qui veulent se servir d'eux.

Notre projet de démocratie est un projet dans lequel nous avons foi. C'est un projet irréversible, en dépit des pièges que certains veulent nous tendre ; c'est un projet qui mérite le soutien de tous, c'est un projet que nous sommes entraînés de réaliser afin que la démocratie soit une réalité vivante chez nous.

Les Burundais ne devraient donc pas redouter la démocratie, ils devraient plutôt l'étudier dans tous ses contours pour se choisir celle qui leur convient.

Nous ne doutons pas que nous y parviendrons, parce que le Burundi compte beaucoup d'intellectuels.

Nous demandons à tous ces intellectuels d'éclairer le chemin de la vérité ; nous leur demandons de ne pas perdre les Burundais sur des chemins sans issue. Nous leur demandons de les guider sur le chemin qui nous conduira à la victoire de la démocratie.

Nous devons emprunter ce chemin dans l'unité, dans l'entente, dans la paix et la sagesse qui a toujours fait la fierté des Burundais.

Précipiter le processus, suivre aveuglement les modèles étrangers, cela ne mènera à rien.

Certes, il n'est pas bon d'être imperméable aux bons exemples étrangers, mais il faut nous garder de suivre tête baissée une voie dont nous ne voyons pas l'issue.

Le peuple Burundais peut faire appel à son génie propre pour choisir le chemin qui lui convient, et ce chemin pourrait même servir d'exemple aux autres.

Nous sommes entrain de l'expérimenter sur la question de l'unité nationale et sur la question des réfugiés. Nous pensons que nous sommes capables d'en faire de même au sujet de la démocratisation.

Dames,
Messieurs,

Le 1er juillet est un jour historique dont les Burundais devraient prendre toute la mesure. Ils devraient se rappeler de toutes les victoires importantes qu'ils ont déjà remportée et s'engager à les défendre. En ce jour de fête, ils devraient se souvenir de la victoire de l'indépendance. Ils devraient aussi se souvenir et s'engager à défendre la victoire remportée par le Burundi dans sa lutte pour le renforcement de l'unité.

C'est aussi l'occasion pour nous de réfléchir aux voies à suivre pour aboutir à d'autres victoires, dans la paix et la sécurité, dans l'unité et l'entente. Comme nous avons gagné l'indépendance dans l'unité et la paix, c'est dans l'unité, dans la concorde et dans la paix que nous devrions asseoir la démocratie véritable.

Tugire amahoro.

république

le 10 mai 1960

à l'attention de

le président de

la République

de la République

de la République

de la République

de la République